14e année
numéro 281

25 Octobre 1938
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*. 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél. : **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 281

(25 octobre 1938)

Premier Bilan

« En Tchécoslovaquie j'ai vu une femme pleurer : c'était un matin, en lisant le journal qui annonçait l'acceptation du plan franco-britannique par le gouvernement tchécoslovaque. » (1)

Au diable la Tchécoslovaquie! J'ai l'intention de dire ici et sans hypocrisie ce que pensent les hommes de mon âge — classe 22 —, j'entends ceux qui n'en sont pas encore à attendre que la paix ou la liberté leur soit donnée sans effort comme est donnée la lumière. Nous avons assisté à une immense tuerie au nom de la liberté et depuis, lavant notre esprit des leçons de patriotisme et d'héroïsme reçues pendant la guerre de pédagogues asservis honteusement aux pouvoirs, nous considérons, et non sans honte, la vanité de tant de sacrifices. Que la guerre n'ait rien porté d'essentiel, c'est trop évident. Devant les morts, la misère des hommes, devant l'arrogance des pouvoirs considérablement accrue en ces vingt ans, nous ne pouvons oublier. Aussi comprendra-t-on qu'il y a des manières de vanter l'héroïsme qui, de nos jours, nous paraissent sans beauté pour ne pas dire plus. Je sais bien qu'il y a encore des femmes qui pensent qu'il vaut mieux être la veuve d'un héros que la femme d'un lâche, et des feuilles où s'impriment ces pauvretés. De semblables propos ont tué beaucoup d'hommes. Faudrait-il rappeler les non-combattants à un peu de pudeur? A l'arrière on trouve trop d'exhortations à bien mourir,mais nous, nous voulons vivre.

Septembre. L'impression que j'ai éprouvée alors, au moment où la guerre menaçait, ce n'est pas la peur des foules marquées pour le massacre, c'est seulement un immense étonnement joint à un profond sentiment de tristesse. J'ai su ce qu'est la révolte, révolte silencieuse, de ceux qu'on destinait à un sacrifice dont ils comprenaient l'effroyable inutilité. Et j'ai saisi la stupeur des hommes qui vivant au jour le jour, insoucieux des combinaisons diplomatiques et du jeu des partis, sentaient qu'il fallait mourir pour défendre des mots et des signatures, mourir pour défendre une conception de l'honneur national très éloignée de leur propre conception. Dans un petit village des Landes, à l'exception de quelques vieillards, tous les hommes se moquaient parfaitement de la Tchécoslovaquie et du respect des traités. Vivre est déjà une aventure assez difficile sans qu'on la complique encore de la question de Sudètes. Et je ne vois certes aucune lâcheté à oser pousser devant soi pareille pensée. On ne classe pas les hommes en héros et en lâches. Il y a peut-être des circonstances devant lesquelles des hommes, tout simplement, sans s'admirer pour cela ou se blâmer, choisissent de vivre ou acceptent de mourir. Dans les circonstances actuelles j'avoue que pour bon nombre d'entre nous la décision était nette : par tous les moyens, légaux ou illégaux, échapper à l'aventure. Si jamais le rouge de la honte me monte au front, ce sera lorsque je partirai, résigné et docile, vers le carnage.

⁂

En tête d'un bilan qui, à bien des égards, n'est pas encourageant, je tiens à noter ce fait, et à le noter comme une victoire : les hommes, et parmi eux ceux qui vivent inattentifs à toute politique et à toute action sociale, ont senti, sinon saisi, que la guerre est une monstrueuse stupidité. La vie, même la plus terne, la plus effacée leur a semblé préférable à la mort. Voilà qui suffit bien pour nous retenir de désespérer ou de douter de l'espèce humaine.

Désarroi dans les partis politiques. Je voudrais ici m'adresser aux camarades que la routine, l'amitié ou des illusions respectables ont conduits ou maintenus dans ces officines électorales. Peuvent-ils conserver encore des espérances? Je ne parle que pour mémoire des partis dits de droite en proie aux pires divisions, oscillant d'un nationalisme traditionnel à un pacifisme du moment. Que M. Flandin ait tenu des propos raisonnables et que M. de Kérillis ait brandi des torches incendiaires, cela ne nous empêchera pas de les considérer comme deux ennemis. Nous savons trop bien qu'ils se trouveront d'accord pour écraser la classe ouvrière sur le terrain national.

Je ne fais pas grand cas non plus de certaines adhésions retentissantes à la cause pacifiste : si M. Adrien Marquet croit nécessaire de couvrir Bordeaux d'affiches véhémentes désignant le parti communiste au mépris universel, je sais bien que M. Adrien Marquet aurait limité son pacifisme aux heures de l'avant-guerre et serait devenu le maire héroïque d'un Bordeaux sans défaillance...

Mais les socialistes? Depuis des années le pavillon « socialiste » couvre une singulière marchandise. Le parti socialiste n'est plus qu'un mélange d'électoralisme retors et d'opportunisme astucieux. Je pense que la « carte » d'adhérent contient toujours la charte des antiques principes : parti de lutte de classes, parti qui doit conquérir « de haute lutte »... etc... Dans la pratique le socialisme est devenu gouvernemental. Il parlait — avec pas mal de naïveté! — de conquérir l'Etat : l'Etat bourgeois l'a conquis et a apprivoisé ses chefs. L'histoire retiendra un jour la différence d'accent entre les articles de Jaurès, en juillet 1914, et la prose tantôt pacifiste, tantôt belliciste, et toujours déliquescente de Blum en septembre 1938. Impuissant à réaliser le programme du Front populaire, capitulant devant les financiers, Blum a « pleuré de honte » en songeant à la signature de la France. N'avait-il pas déclaré en juillet 1936, et le *Populaire* en jubilait d'admiration, qu'il y a des cas où il faut savoir faire la guerre pour éviter la guerre? L'étonnant, c'est que des millions d'hommes aient pu accorder quelque confiance à cette politique de Gribouille. Et je glisse sur M. Zyromski dont la libre agitation est un danger public : il paraît que la majorité de la C.A.P. a pris au sérieux ce foudre de guerre qui était prêt à lancer la France, même sans alliés, dans la pire des catastrophes. La C.A.P. doit comprendre dans son sein un joli lot d'irresponsables...

Mais les communistes? On a tout dit sur eux. La lecture de l'*Humanité* et de son supplément honteux *Ce soir* était édifiante il y a un mois. Il ne faut jamais regretter ce qu'on a fait joyeusement et avec désintéressement : nous

---

(1) *R. P.*, 10 octobre, « Tchécoslovaquie et France », par R. Louzon.

sommes nombreux de ma génération qui avons, dans notre petit coin, créé le parti communiste. Epoque lointaine où le communisme était traqué, où on luttait contre l'armée et la défense nationale, où les amis de l'URSS n'existaient pas encore et où la police n'était pas avec nous. Sans doute M. Cogniot, député, se souvient-il du temps où, ensemble, nous combattions l'occupation de la Ruhr et le traité de Versailles... Tant d'efforts, tant d'années, tant de jeunesse gâchés pour en arriver là! Le parti communiste ne s'est pas seulement déshonoré en poussant à la guerre. Il a dépassé en ignominie les traîtres de 14 (les fameux social-traîtres!) en dénonçant avant la guerre, avant l'état de siège, les pacifistes à la police. Quand le 28 septembre M. Cogniot parle des agents de l'ennemi, invente le nouvel « amalgame » : doriotistes et trotskystes, et annonce que le peuple uni veut mettre hors d'état de nuire la « cinquième colonne », il sait fort bien le travail qu'il accomplit. Comme je ne tiens pas Cogniot pour un imbécile, je comprends très bien qu'il évoque pour nous le sort de Berneri. Que des hommes en place, grassement payés, acceptent de faire un tel métier, ceci me confond. Mais, de grâce, qu'on ne me dise plus que dans le parti communiste « de France », il y a la base et les chefs, que la base vaut mieux que cela, qu'il y a de braves types dans les cellules et autres fariboles. Canailles ou imbéciles : qu'ils choisissent. A moins d'être idiot un lecteur de l'*Humanité* a compris les articles fort clairs d'un Péri ou d'un Cogniot. S'il se tait, s'il accepte, c'est qu'il est « d'accord », comme on dit en jargon stalinien. A partir de ce moment je suis obligé de le considérer comme un ennemi et je m'estime à juste titre en état de légitime défense. Quant à me mettre « hors d'état de nuire », ceci est une autre question que M. Cogniot tout seul est incapable de résoudre...

⁂

Et le syndicalisme? Je sais bien que les syndicalistes révolutionnaires étaient sans illusions. Nous n'attendions pas d'une organisation où les Racamond, les Frachon, les Jouhaux parlent en maîtres d'invraisemblables redressements. Tout de même! La carence de la C.G.T., son volontaire effacement, le désarroi voulu où elle a laissé ses millions d'adhérents ont quelque chose de stupéfiant. Dans cette sinistre escroquerie que fut le Rassemblement populaire la C.G.T. représentait la force de résistance. Elle s'est contentée de rester à la remorque de l'Etat et des partis, d'exprimer sa soi-disant pensée par les articles écœurants d'un Harmel et elle a commencé à vivre le 1er octobre, la tourmente passée. Je parle ici de la C.G.T. officielle, de celle qui pérore dans les meetings, qui, les jours de crise ministérielle, joue les indispensables, qui jongle avec nos cotisations, se paie le luxe d'un « Messidor » et définit par télégramme un conformisme syndicaliste hors duquel il n'y a point de salut. Il y a eu heureusement une autre C.G.T., celle du Centre syndical contre la guerre, celle qui s'est exprimée dans quelques syndicats et qui a bousculé les principes de soumission aux chefs. Des camarades ont reproché au Centre syndical son action insuffisante. Contre la guerre tout est insuffisant. Ne pensez-vous pas cependant que ce qui a été fait a sauvé l'honneur d'un mouvement ouvrier trahi par ses organisations et livré par ses « chefs » ? A peine fondé, ayant passé le cap de l'été et des congés payés, le Centre syndical a pu agir et être dénoncé par les appointés du communisme comme « agent de l'ennemi ». Un tel résultat n'est pas négligeable. Est-ce à dire que le syndicalisme est sauvé? Je ne pense pas. Ou le syndicalisme se défendra victorieusement contre l'ingérence communiste et les idées bellicistes, ou il finira lamentablement, rouage dérisoire de l'Etat et auxiliaire bénévole de la défense nationale. Et je voudrais, sans choquer qui que ce soit, aborder un sujet d'actualité : l'heure est-elle pour les syndicalistes révolutionnaires à couper les cheveux en quatre et à se compter sur des textes reflétant, sans en excepter une seule, toutes les nuances de leur pensée? Je ne le pense pas. Je n'ai aucune sympathie exagérée pour ce qu'on appelle dans le syndicalisme « le courant réformiste ». La lecture de *Syndicats* ne m'enthousiasme pas et je n'ai aucun goût dépravé pour le confusionnisme et les textes transactionnels. Mais je suis obligé de constater que le mouvement syndical est à la veille de la catastrophe : donnez à la C.G.T. une direction communiste, faites-y régner en maîtres les gens de l'*Humanité*, orientez-la vers la sécurité collective, la paix indivisible et le respect des signatures de la France, et c'est la ruine de la C.G.T., qu'il y ait scission ou non. Nous sommes quelques-uns, qui, à tort où à raison, avons foi dans l'avenir du syndicalisme et qui ne voulons pas cela. Nous estimons que le premier devoir est de sauver la C.G.T. de la mainmise communiste et de redresser sa position devant le problème de la guerre. Non point en soutenant sur cette dernière question notre point de vue intégral, mais en faisant triompher des idées qui pourront servir ultérieurement de base de départ pour des vues plus hardies et plus spécifiquement syndicalistes. Qu'on ne voie là aucune idée de manœuvre tortueuse : quand le bateau coule il s'agit de réunir, sans vain esprit de boutique, le maximum de bonnes volontés pour aveugler la voie d'eau. Je pense que le congrès de Nantes marquera une date décisive dans la vie syndicale. Il s'agit de sauver ce qui peut être encore sauvé du syndicalisme : indépendance, non-acceptation de la guerre, et j'ajouterai comme mesure urgente : rupture entre la C.G.T. et le Rassemblement populaire. Ce travail une fois accompli, on pourra songer à aller de l'avant et à opposer à certaines conceptions naïves du réformisme nos solutions. Je sais que l'opposition dans l'actuelle C.G.T. est multiple et je m'en félicite, car le « monolithisme » est le propre des troupeaux et des foules totalitaires. Mais je ne voudrais pas que ce souci d'individualisme entraînât la défaite des non-conformistes devant le bloc des fanatisés.

⁂

J'ai parlé de bilan... Je note d'un côté la faillite des partis, la misère du syndicalisme officiel. Je note par ailleurs l'absence totale d'enthousiasme guerrier chez ceux qui allaient partir, absence d'enthousiasme qu'il aurait fallu transformer en simple refus. Aujourd'hui et plus que jamais nous sentons bien qu'il faut éveiller en l'homme, en chacun de nous, puisqu'un répit nous est accordé, l'esprit de résistance à la guerre, de résistance aux pouvoirs. Il semble bien qu'un espoir soit permis encore du côté du syndicalisme. Si à

ce congrès de Nantes les hommes ne se sentent pas décidés à dire un non énergique à la guerre, si vraiment tous les espoirs s'avèrent vains, alors on sera autorisé à penser que l'homme n'a plus d'aide à espérer que de lui seul quand il s'agit de s'opposer à la fureur de mourir. Il faudrait peut-être comprendre maintenant que toutes les prophéties bellicistes de ces vieillards aigris, que les fausses conceptions de l'arrière et des partis sur la patrie sont des pensées qui risquent de nous mener au pire si nous ne leur refusons consentement. Et il faudrait comprendre aussi qu'il y a des hommes qui, modestement, sans phrases, ne demandent qu'une chose : vivre.

J. BARRUÉ.

18 octobre.

Deux mots d'explication

Certains camarades se sont, paraît-il, émus de mon dernier article « Tchécoslovaquie et France », et y ont vu un article « belliciste ». Cela provient sans doute de ce que j'avais négligé de réaffirmer des choses que je croyais n'avoir plus besoin de dire. Complétons donc.

1. — Je pensais qu'il était inutile de dire que je continuais à être autant que jamais — comme j'ai été, je crois bien, le seul à l'être, ou, tout au moins, à le dire, avant Berchtesgaden — pour le rattachement des Allemands des Sudètes à l'Allemagne, même à l'Allemagne d'Hitler. Pour plus de précision, j'indiquerai que la phrase par laquelle la *R.P.* définissait sa position dans son numéro du 10 septembre : « *Nous ne nous battrons pas pour maintenir de force trois millions d'Allemands dans l'Etat tchécoslovaque* » a été écrite par moi, et publiée sur ma suggestion.

Mais cela n'empêche qu'en obligeant le gouvernement tchécoslovaque à céder un territoire que jusqu'au dernier jour il l'avait poussé de toutes ses forces à conserver et qu'il s'était engagé à lui garantir contre toute agression, le gouvernement français, l'impérialisme français, *notre* impérialisme a commis à l'égard des Tchèques une trahison d'une impudeur telle que l'histoire en a rarement enregistré de pareille. Lorsqu'un bandit donne son complice, cela a beau mettre fin aux exploits dudit complice, il n'empêche que ce bandit se conduit comme un saligaud, et que son complice, devenu sa victime, a cent fois le droit de protester.

Cela surtout quand ledit bandit ne donne son complice que parce qu'il espère pouvoir, grâce à cette trahison, conserver son propre butin. Or c'est précisément le cas. La France et la Tchécoslovaquie ont marché la main dans la main, durant vingt ans, dans le « brigandage impérialiste », comme l'on disait aux beaux jours de l'Internationale Communiste. Aujourd'hui, la France livre son ancien complice dans l'espoir que ça lui permettra de garder sa part de butin : les colonies allemandes. Je ne vois pas où il peut y avoir matière là, pour des anti-impérialistes, à se pâmer d'admiration et à crier : *Vive Daladier!* ou *Vive Chamberlain!*

La lâcheté ne suffit pas, à mes yeux, à blanchir l'impérialisme.

2. — Dois-je avoir aussi le besoin de dire que je ne suis pas devenu patriote?

Mais les Français, 95 ou 99% des Français au moins, sont des patriotes. Et ce sont ces patriotes qui, dans la proportion de 80 ou 90%, ont été pris de panique le jour où ils ont pensé que leur patriotisme allait être mis à l'épreuve!

Eh bien, oui, je l'avoue, ce spectacle, loin de me réjouir, m'a attristé. Il m'a attristé, voire même désespéré, parce que si un patriote courageux peut devenir un jour un révolutionnaire — nous en connaissons tous au moins quelques cas individuels — on ne fera jamais des révolutionnaires de ceux qui crient « à Berlin! »... et filent à Bordeaux.

J'ai comparé à cet égard les Tchèques et les Français. Eh, oui! les Tchèques sont patriotes — et je le déplore plus que quiconque — mais ils sont des patriotes *conséquents*. Ils acceptent de se battre pour ce qui est leur foi. Nos Français, eux aussi, sont patriotes, mais ils n'en acceptent pas les conséquences. Or le fait d'être conséquent, le fait d'être entièrement ce que l'on est, de ne pas l'être seulement en paroles mais en actes, avec tous les risques que cela peut comporter est, dans tous les cas et de quoi il s'agisse, une preuve certaine de santé morale. Le contraste entre la panique des Français et le sang-froid des Tchèques, la preuve qui a été administrée aux yeux du monde entier du bas niveau moral du patriote français par rapport à celui d'autres pays, est un fait qui est appelé à avoir trop d'influence sur les événements du plus proche avenir, pour qu'on puisse le passer sous silence.

R. LOUZON.

AVIS

En raison du Congrès confédéral, auquel nous avons l'intention de consacrer une bonne partie du prochain numéro, la R. P. paraîtra vers le 7 ou 8 novembre.

Prière aux camarades qui auraient un papier à nous adresser, de vouloir bien le faire en temps utile.

La guerre, la révolution et la marche au socialisme

Qui dira jamais l'habileté perfide avec laquelle chacun justifie devant sa mauvaise conscience les thèses qu'il affectionne! Si certains révolutionnaires semblent se résigner à une guerre qu'ils disent inévitable, n'est-ce pas parce que, au plus secret d'eux-mêmes, ils espèrent qu'une conflagration européenne précipitera la marche au socialisme et que, dans le feu meurtrier des batailles fratricides, surgira enfin la société de demain? Hypnotisés par la mystique de catastrophe, ils ne conçoivent l'anéantissement d'un régime social de production que dans l'accompagnement horrible du roulement du canon ou des bombes incendiaires. Romantisme périmé, et dont la survivance dans les sensibilités des militants attardés peut devenir une cause décisive de défaite et d'inutiles souffrances.

Le mouvement ouvrier est maintenant assez sûr de ses forces et assez conscient en ses éléments les meilleurs pour qu'on puisse dénoncer à temps les erreurs dangereuses. L'enthousiasme d'une équipe solidaire et la confiance active du prolétariat organisé restent évidemment les conditions premières de toute conquête réelle et de toute amélioration sociale. Conditions premières, certes;nécessaires; non suffisantes pourtant.

On se rend généralement compte que toute tâche n'est convenablement remplie que si elle correspond à des besoins réels et si elle utilise au mieux les matériaux qui lui sont nécessaires. La moindre erreur dans l'appréciation de ces facteurs rend l'œuvre fragile, et partant périlleuse. L'analyse des phénomènes sociaux est d'une complexité infinie et d'une très grande délicatesse. Les instruments dont on peut user à cet effet, hélas, sont d'une grossièreté désespérante. On se rend compte alors avec quelle prudence on doit s'avancer dans ces domaines où chaque expérience est payée de la vie des meilleurs et chaque faute de tactique de la liberté de nombreuses générations.

Pour soulever le monde, Archimède avait besoin d'un levier et d'un point d'appui. Si le prolétariat organisé peut constituer dans la lutte ainsi engagée un levier solide, il conviendra encore de ne pas l'user contre des points d'appui sans résistance suffisante ou l'enliser dans des marécages implacables. Un effort tenace aux endroits sensibles est infiniment plus fécond que des luttes épiques contre des dunes de sable mouvant.

⁂

On peut soutenir avec une certaine générosité de cœur que, même si une guerre internationale hâtait l'avènement du socialisme, les maux qu'elle entraînerait présentement seraient d'une amplitude telle qu'il serait préférable de l'éviter. Dans l'exaspération de la défaite générale — car tous les pays qui entreraient dans la lutte seraient vidés de leur substance vivante, saignés à blanc, épuisés à jamais, vaincus pour toujours — dans le désespoir sans nom des rares survivants du cauchemar absurde, un dernier sursaut de vengeance ferait peut-être expier aux dirigeants et aux potentats inconscients la destruction qu'ils n'auraient pas su empêcher. Mais cette révolution elle-même, survenant en un moment de terrible régression économique, conduirait inévitablement vers les ornières de l'autoritarisme et de la « merveilleuse servitude » dont parlait Sorel.

Nous voilà précisément au centre réel du problème. La confusion des nations est ici d'une facilité telle qu'on se rend rarement compte qu'en prononçant les mêmes paroles les interlocuteurs les plus proches ont devant les yeux les rêves les plus opposés. De là la nécessité de serrer toujours de plus près les termes enchanteurs et fugaces. Si l'on ne veut pas aller au-devant des déceptions les plus graves et des actes les plus malfaisants, on doit s'assurer au préalable que le compagnon de combat poursuit le but que vous vous êtes assigné et n'est pas mû par les instincts de domination brutale ou des illusions enivrantes.

La confusion réside, on le voit, dans la conception même que l'on se fait du socialisme, et ceux qui, plus ou moins consciemment, espèrent son triomphe à la suite d'une guerre sans merci tendent en fait vers l'instauration d'une termitière appauvrie, aveulie, à jamais résignée.

⁂

Cette confusion, d'ailleurs, des esprits brillants et même pénétrants l'ont commise. Et non seulement dans les rangs des révolutionnaires autodidactes ou des sectaires impénitents. Des analystes sereins et distingués ont méconnu la difficulté et abouti de la sorte aux conclusions décevantes qui ont confirmé dans l'erreur tragique les militants de bonne foi ou les dirigeants hésitants. Des sociologues jugeant sur pièces, animés de la meilleure bonne volonté, impartiaux souvent, sont ainsi tombés dans des pièges grossiers, entraînant à leur suite les irréfléchis et les livresques, les sentimentaux et les respectueux.

Se libérer, c'est d'abord s'affranchir de tout respect pour les formules transmises avec piété, de tout respect pour les prétendues autorités de l'intelligence et du savoir, de tout respect pour les conclusions des laboratoires secrets. Chaque homme est ici juge de sa plus noble action, et il n'est en ces domaines aucun privilège. Tous peuvent se tromper. Chacun peut rencontrer la vérité du moment. Il lui suffit de regarder le monde sans préjugé déformant et de ne pas détruire en lui ce sens du drame sans lequel toute réalité humaine reste impénétrable, incohérente et pitoyable.

Ancien professeur de l'histoire du socialisme à l'Ecole des sciences politiques, Elie Halévy, récemment disparu, avait appliqué une réflexion avertie et honnête, et ce pendant des dizaines d'années, aux faits sociaux de l'Occident européen, notamment de l'Angleterre. Cinquante ans après Marx, cet historien-philosophe put observer les transformations subies par la société industrielle que l'auteur du *Capital* avait particulièrement étudiée. Placé dans les conditions les meilleures au point de vue de l'information et de la méthode, Elie Halévy aboutissait cependant à l'impasse commune, et, dans une communication à la Société de philosophie, en novembre 1936, et que ses amis viennent de publier (1), il prédit cette

(1) Elie Halévy, *l'Ere des tyrannies*, Bibliothèque des Idées (Édit. de la Nouvelle Revue française, Paris).

« ère des tyrannies » qu'il assimile à toute marche triomphante du socialisme, ère que toute guerre, toute discipline de guerre rapprocherait et rendrait en quelque sorte fatale.

Voyons.

⁂

Au lendemain de l'armistice, étudiant l'état de la question sociale en Angleterre, Elie Halévy observait que l'« on avait vu l'Etat assumer, avec le consentement de tous les partis, une foule de fonctions que le collectiviste le plus déterminé, quelques années plus tôt, n'aurait pas osé réclamer pour lui d'emblée ». On avait même été plus loin et, par la constitution des *Whitley Councils*, on avait tenté l'acclimatation d'un contrôle ouvrier sérieux et étendu, contrôle qui se référait à une conception du socialisme plus près d'un syndicalisme modéré que d'un communautarisme national.

Toutefois, et malgré les succès primitifs ou la « bonne volonté » des parties intéressées, le mouvement fut très rapidement canalisé, et les conciliateurs, de part et d'autre, eurent vite fait de reprendre le dessus, la lutte ayant été maintenue purement et simplement sur le terrain des salaires et des conventions collectives (2).

Le fait que ces préoccupations nettement corporatives ont fini par dominer les mouvements ouvriers des divers pays d'Europe semblerait corroborer la conclusion d'Halévy lorsqu'il écrit que c'est « du régime de guerre, beaucoup plus que de la doctrine marxiste, que dérive tout le socialisme d'après-guerre ». « Le paradoxe du socialisme d'après-guerre, ajoute-t-il non sans raison, c'est qu'il recrute des adeptes qui viennent à lui par haine et dégoût de la guerre, et qu'il leur propose un programme qui consiste dans la prolongation du régime de guerre en temps de paix. Le bolchevisme russe a présenté, pour commencer, ces caractères... »

De là à l'institution de la tyrannie par l'étatisation extrêmement étendue de l'économie (étatisation favorisée par les chefs des organisations de la production) et par l'étatisation de la pensée (suppression de toutes les expressions d'une opinion jugée défavorable à l'intérêt commun et organisation de l'enthousiasme), le chemin est tout tracé. Nous y sommes engagés depuis le mois d'août 1914. Pourrons-nous échapper au déroulement qu'on dit fatal des événements?

⁂

Il n'est pas d'événement fatal, et la leçon de ce mois de septembre 1938, à l'heure où les plus réfléchis se sentirent gagnés par le désespoir et l'amertume, devrait aider à redresser les courages et à marquer la place que la volonté des résolus ne saurait manquer de prendre dans la formation des enthousiasmes collectifs et dans les transformations sociales.

Guerre, révolution, marche au socialisme. Certains naïfs pensent que la formule est infaillible, et ils se laisseraient aller à la catastrophe pour attendre on ne sait quel renouveau de l'humain. Niaiserie sanguinaire et lâche justification de la désertion sans noblesse. Malgré la confusion des termes, il n'est pas inutile de retenir la leçon d'Halévy lorsqu'il conclut : « ...le syndicalisme révolutionnaire des premières années du siècle commençait à s'enliser, à partir de 1910, dans le parlementarisme. On oubliait qu'en 1793 l'état de siège avait créé le régime jacobin, d'où était né, par dégénérescence en même temps que par réaction, le césarisme des années qui suivirent. Il appartenait à la guerre mondiale de 1914 de révéler aux hommes de révolution et d'action que la structure moderne de l'Etat met à leur disposition des pouvoirs presque illimités. »

Que toute guerre, nécessairement, renforce dangereusement.

⁂

Si l'on estime que le socialisme de liberté ne peut être réalisé que par le développement de plus en plus conscient des forces et de l'organisation syndicales, on s'apercevra très rapidement que toute institution de contrainte, et donc de guerre, loin de le favoriser, l'affaiblit considérablement. S'il convient de dépasser les contradictions du régime capitaliste de production, il faut encore, pour qu'une révolution soit utile, qu'elle dépasse les contradictions de la doctrine qui la sous-tend et ne se produise pas en état de dépression économique trop accentuée. Or une révolution succédant à une conflagration européenne trouverait les classes ouvrières décimées et désespérées et serait placée devant un appauvrissement tel qu'elle se verrait dans la nécessité de maintenir les chaînes de la discipline de guerre, de la tyrannie illimitée.

Ce sont là évidemment visions peu consolantes et difficultés sur lesquelles on n'aime pas trop attirer l'attention. On jugera peut-être qu'à l'heure où le choix s'impose, où aucun effort ne saurait être détourné, où tout enfin doit être concentré pour la défense du seul barrage essentiel : la paix, de telles vérités, amères sans doute, mais saines et revigorantes, peuvent être méditées avec fruit.

Libérer le syndicalisme de toutes les entraves et de toutes les servitudes qui l'alourdissent, c'est, en même temps que hâter la marche vers une société équilibrée, assurer présentement la paix, gage de libération et de révolution. Si les organisations syndicales, au lieu de se contenter de lutter pour le simple maintien des taux des salaires d'avant guerre (cependant que les progrès de la technique industrielle permettraient, toutes choses égales d'ailleurs, de doubler le standard de vie de la nation), s'étaient attachées à l'amélioration profonde de la condition humaine, les contradictions dans lesquelles l'Europe se débat présentement auraient été depuis longtemps surmontées.

« ...Une petite philosophie est celle qui ne se bat pas », disait Péguy. Si le syndicalisme prolétarien français veut accomplir tout son destin, il se doit de formuler nettement, courageusement, la nouvelle doctrine économique, cohérente en même temps que pratique, qui, accélérant la marche au socialisme de liberté, réalisera les buts les plus hauts d'une révolution féconde et d'une pacification désirable.

Pierre ANGEL.

La Révolution ne triomphe qu'aussi longtemps que la masse a le dernier mot.

A. CILIGA.

---

(2) Rappelons cette remarque si lourde de sens de l'auteur, et qui éclaire singulièrement le problème des nationalisations : « La différence est profonde entre la fonction sociale du chef d'industrie, qui est de rendre la production aussi intense que possible, et la fonction sociale du chef de syndicat, qui est d'empêcher que cette intensification de la production se fasse au détriment du bien-être physique et moral de l'ouvrier. Associer le chef de syndicat à la gestion de l'industrie, c'est vouloir lui faire jouer deux rôles à la fois; c'est commettre une erreur de sociologie. »

SYNDICATS DE MÉTIER

ET SYNDICATS D'INDUSTRIE

Le "mouvement Lewis" aux Etats-Unis

Les syndicats *d'industrie* comprennent maintenant plusieurs millions d'ouvriers américains. C'est en moins de quatre ans qu'a été accompli ce miracle de rassembler tous ces travailleurs dans la puissante organisation du *Comité d'Organisation Industrielle* (C.I.O.). Et pourtant il y a déjà plus de trente ans (en 1905), que ce système d'organisation avait été proposé pour la première fois et propagé, mais en vain, par les *Travailleurs Industriels du Monde* (I.W.W.), l'organisation qui représente en Amérique le syndicalisme révolutionnaire. Tous les sacrifices consentis par les membres de cette organisation furent inutiles. De ce qui fut autrefois le Spectre Rouge de l'Amérique, il ne reste plus que quelques militants et les anciens chefs de ce groupe héroïque sont maintenant tous morts, ou retirés de la vie active. « Ce ne sont pas toujours ceux qui sèment qui récoltent. »

La pauvreté des résultats obtenus par les I.W.W. semblait confirmer le pessimisme de ceux qui pensaient que les travailleurs non qualifiés ne pouvaient pas être organisés. Il semblait en effet qu'il n'existait aucun moyen de briser la résistance des grandes sociétés qui possédaient les industries lourdes et combattaient tous les essais d'organisation, par toutes les méthodes de corruption, d'espionnage et de violence sanguinaire auxquelles la plus puissante oligarchie industrielle et financière du monde peut recourir. Ainsi l'organisation syndicale paraissait condamnée à rester le privilège d'une sorte d'aristocratie ouvrière de travailleurs qualifiés ou demi-qualifiés qui, à quelques exceptions près (mineurs et tailleurs), étaient organisés par *métier*, comme si l'Amérique était encore dans la première phase du développement industriel.

Telle était la situation depuis la fondation de la *Fédération Américaine du Travail* par Samuel Gompers, il y a environ un demi-siècle; depuis lors, presque rien n'avait été changé à cet égard. William Green avait succédé à Gompers comme président de la Fédération Américaine du Travail, mais la majorité des chefs de cette organisation continuait à ne pas se rendre compte de l'importance des grands changements de structure qui s'étaient produits dans l'industrie, depuis la guerre mondiale spécialement. Les méthodes de production par grande série avaient conquis les plus importantes industries; les temps avaient changé. Ce qu'un travailleur d'une usine moderne a besoin désormais de savoir pour pouvoir faire son travail, il peut l'apprendre en l'espace d'une semaine. Henry Ford indique qu'en ce qui concerne l'industrie automobile, près de 80 % des ouvriers ont besoin de moins d'une semaine d'apprentissage, et 1 % seulement d'un apprentissage d'une année environ. L'état-major de la Fédération Américaine du Travail se refusait pourtant à regarder ces faits en face. Même la terrible dépression mondiale, avec ses 17 millions de chômeurs en 1932, ne put lui faire changer son système d'organisation, cependant périmé depuis si longtemps. La politique de syndicalisme « de métier », de la Fédération Américaine du Travail, était aujourd'hui, plus que jamais, un obstacle à l'organisation des travailleurs. Ses essais pour organiser certaines industries avaient complètement échoué. Tous les gains qu'elle réalisait se trouvaient complètement annihilés par le fait du petit nombre de ses adhérents dans les grandes et moyennes industries.

Le début des syndicats d'industrie

L'année 1932 marqua le début de grands changements. Après quatre ans de « prospérité » et de la politique du « laisser faire le monde des affaires sans intervention gouvernementale », Roosevelt fut élu président des Etats-Unis. Au « laisser faire » de Hoover succéda la politique rooseveltienne de l'intervention de l'Etat. La *loi pour le redressement national* (National Recovery Act. En abrégé N. R. A.) fut mise en application. Sa septième partie protégeait les ouvriers qui désiraient s'organiser, et leur donnait le droit de nommer leurs délégués. Excitée par ces nouveaux espoirs, toute la classe ouvrière du pays fonça en avant avec un élan extraordinaire. Dans l'automobile, dans les aciéries, dans l'industrie du caoutchouc et dans beaucoup d'autres grandes industries, les travaillleurs se mirent à constituer des syndicats. En juillet 1933, des syndicats d'industrie autonomes furent créés chez les travailleurs du caoutchouc. Comme le succès et l'enthousiasme croissaient, les chefs de la Fédération Américaine du Travail s'inquiétèrent et lancèrent leur propre campagne. Les syndicats autonomes de l'industrie du caoutchouc, qui comprenaient quelque 40.000 membres, acceptèrent facilement d'adhérer à la Fédération Américaine du Travail et lui demandèrent de les constituer en fédération. Mais au lieu de réunir ces travailleurs dans un tout organique par le moyen de syndicats d'industrie, la Fédération Américaine du Travail les divisa en 16 organisations différentes. Cette division des travaillleurs affaiblit sérieusement leurs organisations locales et amena une baisse verticale des effectifs. Lorsque la Fédération des Travailleurs du Caoutchouc demanda d'être constituée en syndicats uniques d'industrie au congrès d'Atlantic-City en 1935, la parole fut refusée à sa délégation et sa demande repoussée.

Avec les travailleurs de l'Automobile, ce fut la même chose. Dans ce cas aussi, ce fut la N.R.A. qui fut la cause de la naissance du *Syndicat des travailleurs de l'Automobile*, de *l'Association d'éducation des Mécaniciens* et de *l'Association des travailleurs industriels de l'Automobile*. Un grand nombre de grèves furent déclenchées par ces organisations, et 25.000 nouveaux membres y adhérèrent. Alarmée, la Fédération Américaine du Travail se mit en mouvement. Comprenant par l'expérience passée que ce que les travailleurs demandaient, c'était d'être organisés en syndicats d'industrie, elle décida que « chaque entreprise serait organisée au sein d'un syndicat ouvrier fédéral sous un statut institué par la Fédération Américaine du Travail ». Les travailleurs répondirent aussitôt et avec enthousiasme :

en octobre 1934, il y avait 164 syndicats fédéraux locaux affiliés à la Fédération Américaine du Travail et qui comprenaient environ 100.000 membres. En 1935, la Fédération Américaine du Travail approuva l'octroi d'un statut aux syndicats locaux de l'Automobile pour leur constitution en une fédération nationale. Ce statut autorisait la Fédération à comprendre tous les travailleurs directement engagés dans la fabrication des automobiles, à l'exclusion des outilleurs, des ouvriers travaillant à prix fait ou à la réparation. Les fonctionnaires du syndicat cependant devaient être désignés par le président de la Fédération Américaine du Travail au lieu d'être démocratiquement élus par les membres du syndicat. En même temps, le président, Green, prévenait le Syndicat des travailleurs de l'Automobile de ne pas avoir à recruter de membres parmi les ouvriers « sur lesquels les syndicats de métier existant déclaraient avoir des droits ». Au congrès de la Fédération Américaine du Travail qui eut lieu l'année suivante, les délégués du Syndicat de l'Automobile réclamèrent le droit de s'administrer eux-mêmes, mais leur réclamation fut repoussée par le bloc des syndicats de métier. Les ouvriers furent écœurés d'une telle hypocrisie, et le nombre des membres baissa à 10.000. Ce ne fut que lorsque les ouvriers de l'Automobile défièrent ensuite ouvertement la Fédération Américaine du Travail que leur syndicat commença à prendre cette croissance phénoménale qui devait le porter jusqu'à 300 ou 400.000 membres, chiffre actuel. En résumé, l'expérience des années 1933, 1934 et 1935 avait montré que le syndicalisme de métier était incapable d'organiser les ouvriers de l'industrie moderne, et peut-être même d'ailleurs ne le voulait-il pas.

Tandis que les anciens syndicats de métier ne profitèrent en rien de l'élan donné à la classe ouvrière par la N.R.A., les syndicats d'industrie, et même ceux qui n'étaient que partiellement des syndicats d'industrie, crûrent rapidement et augmentèrent considérablement le nombre de leurs adhérents, le doublant ou le triplant dans certains cas, et en même temps qu'ils renforçaient leur puissance et leur influence. Rien d'étonnant dès lors à ce que le congrès de 1935 de la Fédération Américaine du Travail tenu à Atlantic-City fut à peu près insignifiant. Ceux de ses membres qui étaient d'esprit ouvert espéraient que le congrès envisagerait nettement ce problème capital et feraient un bon bout de chemin pour le résoudre intelligemment. D'importantes fédérations présentes au congrès désiraient aller dans cette direction. Parmi elles il fallait compter la Fédération des Mineurs, la Fédération des Ouvriers tailleurs pour dames, le Syndicat unique des travailleurs du Vêtement et la Fédération du Livre. Ces puissantes organisations formèrent l'ossature de l'aile marchante du congrès, avec John L. Lewis, président de la Fédération des Mineurs, comme principal porte-parole.

Qui est Lewis ?

Un regard sur le passé de John L. Lewis ne laisse aucun doute sur la véritable raison pour laquelle celui-ci adoptait maintenant une attitude progressive. Très tôt dans sa carrière de fonctionnaire syndical, alors qu'il n'était encore qu'un jeune homme, il conduisit vigoureusement avec ses frères un fort syndicat local de la Fédération des Mineurs dans l'Illinois. Tout alla bien jusqu'à ce qu'un expert-comptable de la commission exécutive de la Fédération examina les livres du syndicat et découvrit que les frères Lewis avaient mis au pillage la caisse syndicale. Lewis dut rendre l'argent volé et se mit à des travaux plus importants et plus profitables. En 1919, Lewis devient président de la Fédération des Mineurs d'Amérique. En 1923, l' « appareil » de Lewis envoya à la presse six articles pour établir que les Etats-Unis étaient menacés d'être convertis en une colonie de Moscou. Lewis défendit ensuite la coopération du travail et du capital, et déclara : « Voilà une occasion où ouvriers et patrons doivent s'unir pour combattre ensemble au lieu de se combattre les uns les autres. » En 1925, Lewis se vantait orgueilleusement de ce que « la Fédération des Mineurs coopérait avec le ministère de l'Intérieur pour une enquête sur la propagande communiste ». Pendant tout ce temps, Lewis écrasait dans son activité de fonctionnaire toutes les tentatives faites par les militants du rang pour démocratiser la Fédération des Mineurs. En 1937, alors que la Fédération était financièrement épuisée par toute une suite de grèves malheureuses, il demanda et obtint pour lui-même une augmentation de 50 % sur son traitement, ce qui éleva celui-ci de 8.000 à 12.000 dollars (420.000 francs) par an. Entre 1927 et 1935, Lewis participa au jeu politique entre les deux grands partis capitalistes et combattit le communisme, le socialisme, la révolution et toute doctrine de progrès. Sa direction altière et tyranique causa beaucoup de désaffection de la part des syndiqués de la Fédération, le nombre des membres décrût, et l'opposition se trouva obligée de se séparer de la Fédération et de former de nouveaux syndicats de mineurs fort combattifs.

Dans tous les bassins houillers du pays, un cri s'éleva : « John L. Lewis doit s'en aller ». Lewis s'aperçut alors qu'il fallait faire quelque chose et que ça devait être fait vite; pour pouvoir conserver ses 420.000 francs de traitement, il lui fallait de nouvelles masses de payeurs de cotisations. Mais étant donné que les vieilles méthodes ne rendaient plus, il lui fallait s'engager sur une nouvelle voie, et c'est ainsi qu'il apparut à ce « Samson du prolétariat », ainsi qu'à un certain nombre d'autres dirigeants syndicaux, que le « vieux syndicalisme » avait fait son temps. Rusé et ambitieux, John L. Lewis sentit que le moment était venu pour lui de faire un pas nouveau et important dans sa carrière. Vieux renard syndical, bien au courant de toutes les intrigues des luttes fractionnelles, ayant en outre un profond mépris pour tous les scrupules moraux capable de barrer sa route, l'agressif John L. Lewis conduisit l'opposition de gauche contre les vieilles méthodes de la Fédération Américaine du Travail.

Naissance du C.I.O.

Les membres des syndicats de métier refusèrent donc au congrès d'Atlantic-City de discuter la question des syndicats d'industrie soulevée par Lewis et ses compagnons. Ils estimaient que le syndicalisme d'industrie était contraire à la tradition américaine, qu'il était « une importation exotique de groupements qui ne croient pas en la Fédération Américaine du Traavil ». John Frey, l'un des principaux chefs du syndicalisme de métier, déclara que « les syndicats d'industrie n'avaient jamais été capables de faire leur travail ». Mais, ainsi que cela a déjà été indiqué, l'allure à laquelle les syndicats d'industrie accrurent le nombre de leurs membres entre 1933 et 1935 avait été beaucoup plus rapide que celle des syndicats de métier. Quand finalement, après une longue et chaude discussion, on en vint au vote, le rapport de la minorité fut repoussé par 18.024 voix contre 10.933 et 788 abstentions. Le

bloc des syndicats d'industrie était vaincu, mais Lewis put constater que néanmoins près de 40 % de la Fédération Américaine du Travail était d'accord avec son point de vue; c'était le plus grand succès qu'avait jamais eu le syndicalisme d'industrie dans toute l'histoire de la Fédération. Le lendemain de la clôture du congrès (19 octobre 1935), les chefs du bloc des syndicats d'industrie décidèrent de se rencontrer le 9 novembre suivant à Washington, afin d'envisager ce qu'il y avait lieu de faire. A vrai dire, le conflit était moins un conflit entre des principes opposés que le heurt violent entre des personnalités et entre les intérêts privés de chefs de groupes différents.

A cette réunion de Washington, un groupe de huit Fédérations syndicales décida de former le noyau d'un comité pour l'organisation par industries (C.I.O.), dont le dessein déclaré était « d'encourager et de susciter l'organisation des travailleurs dans la production de masses et dans les industries non encore organisées, ainsi que leur adhésion à la Fédération Américaine du Travail ». En même temps, Lewis démissionnait de ses fonctions de vice-président de la Fédération Américaine du Travail.

Le président Green fut sidéré par le cours tout à fait inquiétant de ces événements; il envoya une lettre ouverte à tous les membres du C.I.O. pour leur exprimer ses sentiments d'appréhension et de profonde affliction au regard de cette action ouverte et sans précédent pour « créer une organisation dans l'organisation », les avertissant également des dangers qui pourraient en résulter. La réponse de Lewis fut : « Si cela signifie qu'il faut quitter la Fédération Américaine du Travail pour assurer cet objet essentiel de tout le travail organisé, nous la quitterons plutôt que d'abandonner les droits de 30 millions de travailleurs ». Lorsque le président Green accusa ensuite Lewis d'être un autocrate qui ne voulait pas se soumettre à la loi de la majorité, Lewis rétorqua que toute la procédure de la commission exécutive avait été illégale; lorsque Green menaça d'une exclusion possible de la Fédération Américaine du Travail le C.I.O., Lewis opposa que, d'après les statuts, la commission exécutive n'avait aucun pouvoir pour exclure une Fédération.

Les vieux syndicats de métier se trouvèrent ainsi en face d'un dilemme. Le C.I.O. avait débuté avec huit Fédérations et près de 1 million de membres et il grandissait très rapidement. Il y avait grand danger à ce que si le C.I.O. remportait des succès, d'autres Fédérations se joignent à lui. Il fallait donc que les chefs des syndicats de métier fassent quelque chose pour sauver au moins ce qui restait : la commission exécutive agissant comme accusateur, tribunal et jury, décida l'exclusion du C.I.O. par 13 voix contre 1. Cette exclusion entrerait en vigueur le 5 septembre 1936, mais aux Fédérations qui se retireraient du C.I.O. avant cette date on pardonnerait leur indiscipline. Un flot de protestations obligea les chefs des syndicats de métier à reculer cette date, mais la Fédération Américaine du Travail n'en avait pas moins rejeté de son sein, le 5 août 1936, près d'un tiers du total de ses membres.

La classe ouvrière organisée d'Amérique fut ainsi divisée en syndicats de métier et en syndicats d'industrie. Derrière cette division, il y avait autant de rivalités personnelles de luttes pour le pouvoir entre de grands chefs ambitieux que les intérêts matériels des fonctionnaires des syndicats de métier qui craignaient de perdre leurs fonctions si la Fédération Américaine du Travail était réorganisée sur de nouvelles bases.

La marche victorieuse du C.I.O.

Si paradoxal que cela semble être, la scission n'est pas toujours une cause d'affaiblissement pour la cause ouvrière; il arrive parfois qu'elle soit un facteur de progrès. La lutte entre la Fédération Américaine du Travail et le C.I.O., les succès du C.I.O. obligèrent la tranquille Fédération Américaine du Travail à faire preuve de plus d'activité. Durant sa brève histoire de moins de trois ans, le C.I.O. est monté de 8 à 35 organisations, et comprend près de 4 millions de membres. Il affirme « que dans les industries qu'il a organisées il a fait augmenter les salaires de 1 milliard de dollars par an, qu'il a diminué de 2 millions les heures de travail hebdomadaires, et qu'il a amélioré considérablement les conditions du travail. Il a organisé 75 % du personnel des aciéries, 70 % de celui de l'industrie automobile, 65 % de celui de l'industrie du caoutchouc, et plus du tiers des ouvriers du textile et des constructions navales ».

Toutes les grandes grèves des années 1936 et 1937 — la grève des constructions navales à Chester, la grève de l'acier de Midland, la grève du caoutchouc, avec occupation, d'Akron, la grève Bendix dans l'Indiana, la grève des verriers en plusieurs parties du pays, la grande grève de l'automobile et beaucoup d'autres ont été menées par des syndicats affiliés ou associés au C.I.O. Toutes ces grèves ne se sont pas terminées par des victoires considérables, mais il n'y en a que quelques-unes qui aient été vraiment perdues, et le résultat global fut suffisant pour que le C.I.O. gagne considérablement en nombre aussi bien qu'en prestige.

Au début, Lewis soutint la méthode des grèves « sur le tas » ou « avec occupation ». Mais, ensuite, quelques grèves sauvages avec occupation ayant tapé sur ses nerfs, il promit aux directeurs de la General Motors d'exclure du syndicat les membres qui feraient de telles grèves, car avec son sens aigu d'arriviste politique il comprit que la continuation des grèves avec occupation lui donnerait la réputation d'un révolutionnaire et le discréditerait ainsi aux yeux de la petite bourgeoisie. Or, John Lewis n'a pas l'intention de mettre en danger son avenir politique — peut-être son élection à la présidence des Etats-Unis — en prenant une position définie à l'égard de cette nouvelle arme de la classe ouvrière. Il n'y eut jamais approbation formelle des grèves avec occupation, ni par le C.I.O., ni par la Fédération Américaine du Travail.

Lewis est adversaire de toute conception de classes, et il est fermement convaincu que, comme il dit : « en ce pays un homme en vaut un autre, et loin de moi soit l'idée de développer un complexe d'infériorité chez les travailleurs en essayant de leur faire croire qu'ils appartiennent à une classe spéciale rigidement fixée; une telle chose existe peut-être en Europe, mais pas encore ici; naturellement, il est exact qu'il n'y a plus en ce pays autant d'égalité qu'autrefois dans les possibilités de parvenir, et l'on peut concevoir que si cela continue, il se développera non seulement une conscience de classe mais aussi la révolution. Seulement cela peut être évité. Les patrons ne font pas beaucoup pour l'éviter, *mais la Fédération des Mineurs fait tout ce qui est en son pouvoir pour l'éviter, en aidant au fonctionnement normal du système capitaliste* ».

Les tendances dans le C.I.O.

Le développement intérieur du C.I.O. depuis sa naissance a été déterminé dans une mesure considérable par les éléments d'opposition qui exis-

tent au sein même de cette organisation. Il y a les modérés, spécialement la Fédération des Ouvriers tailleurs pour dames, avec son président Dubinsky, qui sont partisans de toutes les mesures susceptibles de conduire à une réconciliation du C.I.O. et de la Fédération Américaine du Travail. C'est pour cette raison que Dubinsky n'est pas très aimé de John L. Lewis qui, pour des raisons très évidentes, préfère rester le seul dictateur du C.I.O. plutôt que de devoir partager le pouvoir avec l'autocrate William Green, de la Fédération Américaine du Travail.

Cependant, pour le moment présent, les chances de paix entre le C.I.O. et la Fédération Américaine du Travail semblent plus éloignées que jamais. Le C.I.O. vient justement de décider de tenir un congrès national l'automne prochain afin de se constituer en organisation permanente. Que les modérés comme Dubinsky avalent cette astucieuse manœuvre de Lewis et restent au C.I.O., ou bien qu'ils scissionnent et passent à l'autonomie, ou encore qu'ils rejoignent la Fédération Américaine du Travail, c'est ce que dira probablement un proche avenir. Etant donné les hostilités passées, la fusion du C.I.O. et de la Fédération Américaine du Travail semble pour le moment peu vraisemblable. Il y a moins de six mois que l'inimitié entre les deux organisations était allée si loin que la Fédération Américaine du Travail boycottait les entreprises qui employaient des matières premières produites dans des usines ayant des contrats collectifs avec des syndicats affiliés au C.I.O. Dans d'autres cas, la Fédération Américaine du Travail a fourni des briseurs de grèves aux patrons dont les syndicats C.I.O. étaient en grève pour la reconnaissance de leur syndicat, etc. En outre, la Fédération Américaine du Travail clame partout que le C.I.O. est une organisation rouge, socialiste, communiste, et favorable à la destruction de la forme démocratique du gouvernement aux Etats-Unis. Rien de cela naturellement n'est vrai, au moins en ce qui concerne les grands chefs du mouvement.

Par contre, on peut trouver dans les rangs du C.I.O., et spécialement parmi les petits chefs, toutes les tendances politiques existant à l'heure actuelle. Les différents partis politiques apportent au sein du C.I.O. leurs animosités et leurs rivalités de fractions. Il y a au C.I.O. des trotskystes, des lovestonites (anciens communistes de droite), des socialistes, des socialistes de droite, des staliniens, et aussi, naturellement, des républicains et des démocrates.

Des groupes de gauche, les staliniens sont de beaucoup les plus influents. Tout particulièrement dans les plus jeunes syndicats, les staliniens jouent à fond la partie pour le pouvoir, et avec un grand succès. Dans tous les syndicats où ils sont en minorité, ils réclament le « front uni et la démocratie », mais partout où « la ligne du parti » obtient le commandement, ils dénoncent toute opposition même la plus légère comme « une manœuvre de division du prolétariat » et ils la suppriment selon les meilleures méthodes fascistes et totalitaires. Malheur à qui ose exprimer seulement la plus légère critique sur ce que la « ligne du parti » a décidé : il est à la fois un trotskyste, un fasciste et un ennemi de la classe ouvrière. Afin d'atteindre leur but, les staliniens du C.I.O. font pression sur d'autres chefs de l'organisation en fomentant secrètement des grève « spontanées » avec occupation contre les décisions du syndicat, et au détriment des travailleurs. S'ils arrivaient à avoir la haute main sur l'organisation, cela signifierait la mort du C.I.O. car le gros de ses membres le quitterait en ne laissant aux staliniens qu'une organisation squelettique.

Des autres groupes de gauche du C.I.O. seuls les lovestonites (groupe communiste de droite qui est très proche des idées de Boukharine) jouent un rôle plus ou moins important, selon les organisations; ils sont très influents dans le Syndicat des travailleurs de l'Automobile où l'on dit qu'ils ont l'oreille de Homer Martin, président du syndicat, et d'autres chefs importants. Les trotskystes et les socialistes ne sont représentés que par un petit nombre de militants influents ici et là.

Et après?

Tel est le C.I.O. : une organisation de syndicats d'industrie qui prit naissance avec le slogan: « Organisez les inorganisés », mais qui, aujourd'hui, en dépit de sa croissance très rapide et de ses gains extraordinaires, ne compte pas plus de 4 millions de membres, c'est-à-dire moins de 10 % de l'ensemble des 40 millions d'Américains ouvriers salariés, fermiers et métayers. La nouvelle organisation a dépassé en nombre la Fédération Américaine du Travail et est également plus avancée que cette dernière en ce qui concerne le mode d'organisation.

Il y a cependant un étrange paradoxe dans l'existence même de cette puissante organisation très active. Elle doit son grand succès à la connivence du gouvernement, au fait que l'administration de Roosevelt a refusé d'employer contre ses grèves avec occupation et ses autres activités militantes les méthodes de répression gouvernementales qu'aurait employées dans de tels cas toute autre administration républicaine ou démocrate. Roosevelt et ses partisans avaient besoin, pour leur triomphe, d'une sorte de réputation « plébéienne » d'être le parti des pauvres et les protecteurs des salariés contre les employeurs et les riches en général. En cela, le Président a réussi jusqu'ici. Mais ses réformes sont en train d'amener maintenant une révolte à l'intérieur de son propre parti. Le résultat des élections de 1940 paraît tout à fait incertain. La nouvelle administration continuera-t-elle à combattre les intérêts des Soixante Familles américaines, ou emploiera-t-elle, contre les millions d'ouvriers en lutte des industries lourdes et de production de masse, les méthodes de force brutale qui sont caractéristiques de la ploutocratie américaine ?

Quelles seront alors les réactions des ouvriers ? Et particulièrement de leur chef John L. Lewis ? Pendant des années, le champion actuel du C.I.O. a été généralement considéré comme le plus mauvais berger du mouvement ouvrier, comme un intrigant, un carriériste, ou pour le moins un opportuniste de premier calibre. Que fera-t-il, et ses lieutenants avec lui, si certains développements de la situation allaient dans le sens d'une sorte de gouvernement totalitaire ? Suivra-t-il le chemin de Edmond Rossoni, autrefois l'un des ration Américaine du Travail; c'est ce que dira leaders des I.W.W. en Amérique, et plus tard chef des corporations mussoliniennes ? On peut tout attendre du présent chef du C.I.O. et de ses nombreux lieutenants staliniens ou demi-staliniens.

Rien cependant n'est inévitable et il peut tout aussi bien arriver que les militants qui s'opposent à la marche vers le fascisme donnent aux événements une tournure tout aussi inattendue dans le sens révolutionnaire que furent inattendus les développements contre-révolutionnaires de la situation depuis la guerre mondiale.

Valentin Lust.

Les idées et les faits

KROUPSKAYA. — On s'est tellement accoutumé à voir disparaître les personnages les plus haut placés de l'U.R.S.S. que c'est à peine, si la presse étrangère prend la peine de noter, de temps à autre, quelques éliminations plus ou moins saisissantes. La presse soviétique n'en informe pas son public. Elle se borne à donner de brefs communiqués sur la nomination de nouveaux ministres, commandants d'armées, amiraux ou diplomates, sans préciser ce que sont devenus leurs prédécesseurs. Personne ne hasarde, cela va de soi, la moindre question : et tout le monde est fixé. Quand se réunit le Conseil Suprême, que l'on a présenté quelquefois comme constituant une sorte de parlement soviétique — et dont les membres élus sont constitutionnellement inviolables... — les observateurs avertis notent des absences inexpliquées... C'est tout. Parmi les absences les plus remarquées, dernièrement, il faut signaler celle de la veuve de Lénine, Nadiéjda Konstantinovna Kroupskaya.

D'alarmantes rumeurs ont circulé à son propos dans les milieux informés de l'étranger. Nadiéjda Kroupskaya aurait été arrêtée et discrètement enfermée dans un sanatorium surveillé. Le fait est que son nom n'a plus été mentionné nulle part depuis plusieurs mois, ce qui est toujours de fort mauvais augure. Attachée au commissariat de l'instruction publique, elle était la dirigeante la plus écoutée, à coup sûr et à juste titre, de la pédagogie soviétique. Or, le commissaire du peuple à l'instruction publique, Boubnov, un vieux militant bolchevik, avec lequel Kroupskaya collabora étroitement depuis la mort de Lounatscharsky, est en prison et l'on n'a pas manqué de l'accuser d'incapacité, de négligence, voire de sabotage... Les prétextes surabondent : l'enseignement en état de perpétuelle réorganisation manque de ressources et, plus encore, manque d'hommes depuis que les épurations, aussi incessantes que sanglantes, ont décimé ses jeunes cadres.

A d'autres titres, Nadiéjda Kroupskaya est devenue plus qu'indésirable, suspecte et vraisemblablement intolérable dans les nouvelles sphères dirigeantes. Elle a soixante-huit ans et près de cinquante-cinq ans d'activité socialiste militante derrière elle. Elle rencontra Lénine dans les premiers groupements socialistes de Saint-Pétersbourg, vers 1894-95. L'année suivante, à la suite d'une grève, Kroupskaya était jetée en prison pour six mois. A sa libération, déportée en Sibérie centrale, elle se marie là avec le jeune Oulianov-Lénine, déporté comme elle. Elle allait être à la fois la compagne de sa vie et sa collaboratrice la plus précieuse dans l'œuvre d'édification du parti qu'il poursuivit à partir de 1901, réfugié à Munich, à Londres, en Suisse, à Paris, à Cracovie, de nouveau en Suisse. Organisatrice inlassable et ponctuelle, Kroupskaya tint longtemps entre ses mains les fils de l'action clandestine en Russie. A ce titre elle connut de près la plupart des fondateurs du parti, les Zinoviev, Kamenev, Ivan Smirnov, Krestinski, Sérébriakov, Mdivani, Enoukidzé, tous fusillés aujourd'hui. Zinoviev, plus particulièrement, fut pour Lénine et Kroupskaya un collaborateur de tous les jours, à partir de 1907. D'esprit généreux et tolérant, Nadiéjda Kroupskaya, tout au début du stalinisme se joignit à l'opposition pour réclamer d'autres mœurs dans le parti, le droit de s'exprimer librement, plus de fraternité, plus de probité... On fit alors (c'était en 1926 ou 1927) pression sur elle, pour qu'elle consentît à demeurer en dehors des luttes intestines du parti, au nom de l'intérêt supérieur, qui commandait de n'y point mêler l'ombre de Lénine. Kroupskaya céda. Des années infiniment cruelles l'attendaient. Elle allait assister impuissante au déchirement puis à la destruction du parti, ravagée elle-même par la douleur, l'indignation, et la crainte de compromettre, en intervenant, la mémoire du grand mort. Il semble bien qu'elle tenta d'obtenir la grâce de Zinoviev, Kamenev, Ivan Smirnov. Mais que pouvait, désormais, une vieille femme qui n'avait pour elle que le passé? On ne l'écouta pas, on exigea même qu'elle signât un affreux papier rituel approuvant les exécutions... On lui a fait signer bien des choses navrantes, de cet ordre. Je sais dans quelles conditions, au nom de quelle raison d'Etat, de plus en plus avilie. Il faut plaindre la veuve de Lénine.

LE MASSACRE DES AMIRAUX. — ...Nous savions que le haut-commandement de la flotte rouge avait été détruit tout entier; nous avions noté la disparition de cinq amiraux — en russe « flagmen du 1re classe » — et de deux contre-amiraux ou « flagmen de 2e classe ». La presse soviétique ayant enfin, dans la seconde quinzaine d'août, fait des allusions tout à fait claires à l'exécution des amiraux Orlov, Sivkov et Loudri — ce dernier, professeur de stratégie navale, — on est amené à constater que les chefs de la marine de guerre soviétique, formés en vingt années de travaux et d'études, ont tous été exécutés en moins de dix-huit mois. (Le nom de l'amiral Orlov figura parmi ceux des juges du maréchal Toukhatchevski; on se rappellera que la plupart de ces juges ont partagé peu après le sort des compagnons d'armes dont ils signèrent par ordre l'arrêt de mort...)

Le *Times* du 31 août ajoutait à ces trois noms ceux de sept amiraux et contre-amiraux, tous disparus, tous très probablement fusillés. Ce sont : le contre-amiral Ivanov, qui représenta l'U.R.S.S. aux fêtes du couronnement de George VI; l'amiral Viktorov, nommé en septembre 1937 au commandement suprême des flottes de l'U.R.S.S.; l'amiral Mouklévitch, un ancien ouvrier révolutionnaire, chargé de la direction des constructions navales; l'amiral Kojanov, nommé en octobre 1937 au commandement de la flotte de la mer Noire; l'amiral Kiréev, qui commandait récemment l'escadre d'Extrême-Orient; l'amiral Douchenov, commandant de la flotte de l'Arctique; le contre-amiral Kadatski, commandant de la flotte de l'Amour. Tous ont été accusés de haute trahison et de sabotage; tous ont été jugés — si l'on a pris cette peine — dans le secret le plus absolu. L'histoire ne connaît pas d'exemple d'une guerre qui ait porté un si rude coup au cerveau de la flotte...

LA DESTRUCTION DES CADRES DE L'ARMEE ROUGE. — Les historiens mesureront un jour de quel poids la crise russe a pesé ces temps derniers sur les destinées du monde occidental. Je veux aujourd'hui produire ici quelques données sur ses répercussions dans l'armée rouge, qui demeure un des facteurs décisifs du rapport des forces en Europe et en Asie. L'auteur d'une remarquable histoire de l'armée rouge, parue à Londres (*The Red Army*, chez Martin Secker and Warburg), Erich Wollenberg, qui fut officier allemand, militant de l'Internationale Communiste, officier soviétique, a bien voulu me communiquer quelques

unes de ses notes sur ce sujet. Il va de soi que sa documentation est de source officielle et qu'il s'interdirait — comme moi-même — de publier des faits qui ne seraient pas connus, dès auparavant, des milieux compétents de l'étranger, c'est-à-dire tombés dans le domaine public des spécialistes.

L'armée rouge comptait en 1937, au moment où le chef de la police politique Ejov fut chargé par Staline de l'épurer des éléments indésirables, environ 80.000 officiers en service actif, dont 20.000, appartenant aux cadres supérieurs — majors, colonels, généraux — étaient d'anciens combattants de la guerre civile. La réserve comptait également près de 80.000 officiers, avec une proportion beaucoup plus élevée d'anciens combattants de 1918-1921.

Les campagnes de proscription ne prirent une véritable ampleur, dans l'armée, qu'après l'exécution du maréchal Toukhatchevski et de ses sept compagnons d'infortune. Les vieux communistes, les partisans des guerillas de la révolution, les anciens soldats de Toukhatchevski et de Trotski furent traqués : chassés de l'armée, arrêtés en masses, qu'ils fussent de l'active ou de la réserve, fusillés en grand nombre. (Impossible de savoir quel nombre.) Erich Wollenberg m'écrit : « Des estimations prudentes me portent à fixer à 20.000 environ les officiers arrêtés en 1937; plusieurs milliers ont été pasés par les armes... ». Dans un article du *Temps* du 21 août, le général Baratier, estime à 30.000 le nombre des officiers rouges victimes de cette terreur (1).

Ainsi, la proscription a ravi à l'armée soviétique, 25 pour 100, le quart, au moins de ses cadres! Perdues ou victorieuses, les guerres n'ont jamais coûté aussi cher, jusqu'ici, au commandement des armées belligérantes. Le commandement supérieur de l'armée et de la flotte a été entièrement détruit, c'est-à-dire entièrement fusillé : Blücher (2), Fedko, Vorochilov, Boudienny survivent seuls, les deux derniers passant du reste pour des non-valeurs. Toukhatchevski, Iakir, Ouborévitch, Alksnis, Poutna, l'amiral Orlov, Primakov, Mouklévitch formaient le cerveau et la tradition vivante de l'armée née des victoires révolutionnaires : ils ne sont plus.

Au-dessous du commandement suprême ainsi anéanti, le commandement supérieur, chefs d'armées et généraux a été détruit et renouvelé — par l'avancement donné à des jeunes sans passé ni instruction solide — dans la mesure des deux tiers environ. La révolution prolétarienne, que la guerre civile rendit par moment tellement impitoyable envers les anciennes classes dirigeantes, n'infligea pas de pertes comparables aux chefs de l'armée du tsar. Et elle fit sagement, car les Broussilov, les Kamenev et les Novikov, hommes de guerre formés au service du tsar, lui furent, à certains jours, grandement utiles.

La proscription atteignit les cadres subalternes, dont le contact avec la troupe est immédiat. La presse soviétique a constaté elle-même que des bataillons sont souvent confiés à des lieutenants fraîchement promus. En juin dernier, Vorochilov, commissaire du peuple à la guerre, pour remédier à la pénurie d'officiers subalternes, promouvait d'un seul rescrit, au grade de lieutenant, 10.000 élèves des écoles militaires. En février dernier, une mesure d'amnistie, tenue secrète, avait rendu à l'armée un certain nombre d'officiers condamnés comme suspects. Mais l'amnistie ne diminuant les peines que de trois ans, les officiers supérieurs, condamnés de coutume (quand ils ne sont pas fusillés), à des peines variant entre 10 et 25 années de réclusion ou de travaux forcés, sont restés les uns en cellule, les autres derrière les barbelés des camps de concentration.

Wollenberg m'écrit : « Des écoles militaires ont dû être fermées, les trois quarts du personnel enseignant ayant été arrêtés et mis hors la loi... ». N'essayons pas de concevoir l'effet moral et psychologique de ces mesures prises tout à coup, pour des raisons de politique sociale intelligibles à ceux-là seuls qui en décident au sommet de la dictature contre les hommes les plus connus, les plus respectés, les plus instruits de l'armée rouge. S'ils avaient péché, ç'avait été surtout par un patriotisme borné et plein d'assurance qui les rendait aveugles à trop de choses... Ils avaient accepté, encouragé même, les transformations qui, en dix années de luttes obscures au sein du parti, ont conduit l'U.R.S.S. à son régime présent.

En Asie comme en Europe, les ennemis de l'U.R.S.S. savent tout cela. N'en doutons pas : ils sont beaucoup mieux informés que les travailleurs et les guides du mouvement ouvrier... Et les données qu'ils possèdent sont certainement entrées en ligne de compte dans le calcul de ce qu'ils se peuvent permettre...

(1) Citons quelques lignes du général Baratier : « ...Les 2/3 des officiers généraux, environ la moitié des officiers dans les autres grades, au total 30.000 officiers auraient disparu des cadres. Aussi a-t-on vu des capitaines promus d'emblée colonels, d'autres recevoir le commandement d'une division. Que penser de la valeur des remplaçants, dont les nominations ont dû être hâtées pour combler les vides ainsi créés? ».

(2) Le bruit de l'arrestation du maréchal Blücher a de nouveau couru ces temps derniers... Et cette fois, il me paraît particulièrement inquiétant.

CRONSTADT 1921. DEFENSE DE TROTSKI, REPONSE A TROTSKI. — Par une note publiée en Amérique, en fin de juillet, Léon Trotski a enfin précisé ses responsabilités dans l'épisode de Cronstadt. Les responsabilités politiques, telles qu'il les a toujours affirmées, sont celles du Comité central du P.C. russe qui prit la décision de « réduire la rebellion par la force des armes si la forteresse ne pouvait pas être amenée à se rendre d'abord par des négociations pacifiques, ensuite par un ultimatum. » Trotski ajoute : « Je n'ai jamais parlé de cette question (Cronstadt 1921), non que j'aie quoi que ce soit à celer, mais au contraire, parce que je n'avais rien à dire... *Personnellement, je n'ai participé en rien à l'écrasement de la rebellion ni aux répressions qui suivirent...* »

Trotski rappelle quel différend le séparait dès alors de Zinoviev, le président du soviet de Pétrograd. « *Je restai, écrit-il, complètement et démonstrativement à l'écart de cette affaire.* »

Il sera juste de le retenir après certaines attaques personnelles dirigées contre Trotski par la mauvaise foi, l'ignorance et l'esprit de secte. Car il y a tout de même lieu, en Histoire, de distinguer entre les responsabilités politiques générales et les responsabilités personnelles immédiates. (3)

(3) Comme certaines des attaques auxquelles je fais allusion sont venues de la presse anarchiste, qu'il me soit permis de préciser ici ma pensée à l'aide d'un exemple récent : les camarades du POUM et de la CNT ayant été persécutés et impunément assassinés en République espagnole alors que la CNT participait à divers titres à un gouvernement bourgeois, la CNT porte évidemment la part de la responsabilité politique de ces crimes contre le mouvement ouvrier dont il serait pourtant injuste de rendre ses dirigeants *personnellement* responsables.

« Je ne sais pas, écrit encore Trotski, s'il y eut des victimes inutiles. Je crois Dzerjinski plutôt que ses critiques attardés... Les conclusions de Victor Serge sur ce point — de troisième main — sont dénuées de valeur à mes yeux... » Celles de Dzerjinski sont, elles, de septième ou neuvième main, car le chef de la Tchéka ne vint pas à Pétrograd à cette époque et ne fut lui-même renseigné que par une voie hiérarchique sur laquelle il y aurait beaucoup à dire (et Trotski le sait mieux que personne). Pour moi, habitant Pétrograd, je vivais parmi les dirigeants de la ville. Je sais par des témoins oculaires ce que fut la répression. Je visitais à la prison de la Chpalernaya des camarades anarchistes, emprisonnés d'ailleurs en dépit de tout bon sens, qui voyaient partir chaque nuit pour le polygone des vaincus de Cronstadt. La répression fut atroce, je le répète. D'après les historiens soviétiques, Cronstadt insurgé avait disposé d'environ 16.000 combattants. Quelques milliers réussirent à gagner la Finlande par les glaces. Les autres, par centaines et plus vraisemblablement par milliers, furent massacrés en fin de combat ou exécutés par la suite. Où sont les statistiques de Dzerjinski — et que valent-elles s'il y en a ? Le seul fait qu'un Trotski, au faîte du pouvoir, n'ait pas éprouvé le besoin de se renseigner avec précision sur cette répression d'un mouvement insurrectionnel de travailleurs, le seul fait qu'un Trotski n'ait pas connu ce que savaient tous les communistes du rang : que l'on venait de commettre par inhumanité *un crime inutile* contre le prolétariat et les paysans — ce seul fait, dis-je, est gravement significatif. C'est, en effet, dans le domaine de la répression que le Comité Central du parti bolchévik commit dès le début de la révolution les fautes les plus graves, celles qui allèrent contribuer le plus dangereusement d'une part à bureaucratiser le parti et l'Etat, de l'autre à désarmer les masses et plus particulièrement les révolutionnaires. Il est grand temps de s'en rendre compte.

LES MASSES ET LE PARTI BOLCHEVIK EN 1921. REPONSE A CILIGA. — Qu'imaginer de plus injuste à l'égard de la révolution russe que de la juger à la seule lumière du stalinisme ? Du stalinisme qui en est sorti, il est vrai, pour le tuer, mais en treize ou quinze années de luttes, à la faveur de la défaite du socialisme en Europe et en Asie ! On dit souvent que « tout le stalinisme était en germe dans le bolchévisme du début. » Eh, je le veux bien. Seulement, le bolchévisme — contenait aussi bien d'autres germes, une foule d'autres germes et ceux qui ont vécu l'enthousiasme des premières années de la première révolution socialiste victorieuse ne devraient point l'oublier. Juger l'homme vivant sur les germes de mort que l'autopsie révèle dans un cadavre — et qu'il porta peut-être en lui depuis sa naissance — est-ce bien sensé ?

« ...Tout ce qu'il y avait encore de socialiste et de révolutionnaire dans cette Russie de 1921, c'était la base qui le possédait, — écrit Ciliga dans la *R.P.* du 10 novembre. — En s'opposant à celle-ci, Lénine et Trotski, d'accord avec Staline, avec Zinoviev, Kaganovitch (4) et autres, répondaient aux désirs et servaient les intérêts des cadres bureaucratiques. Les ouvriers luttaient alors pour le socialisme dont la bureaucratie poursuivait déjà la liquidation... » On voit, Ciliga, que vous n'avez pas connu la Russie de ce temps-là : d'où l'énormité de votre erreur.

En réalité, il y suffisait d'un peu de contact direct avec les hommes pour se rendre compte du drame qui, dans la révolution, séparait le parti communiste (et avec lui la poussière des autres groupes révolutionnaires) des masses. A aucun moment les travailleurs révolutionnaires n'avaient formé plus qu'un pourcentage dérisoire par rapport aux masses. En 1920-1921 tout ce qu'il y avait d'énergique, de combattif, de tant soit peu socialiste dans la population ouvrière et parmi les éléments avancés des campagnes a déjà été drainé par le parti communiste qui n'a cessé, pendant quatre années de guerre civile, de mobiliser inlassablement les bonnes volontés — jusqu'aux plus chancelantes. Il fallait voir cela : une usine comptant un millier d'ouvriers, donnant jusqu'à la moitié de son personnel aux diverses mobilisations du parti et finissant par ne plus travailler qu'au ralenti avec cinq cents laissés pour compte de la bataille sociale, dont une centaine d'ex-boutiquiers... Et comme, pour continuer la révolution, il faut continuer les sacrifices, il arrive que le parti entre en conflit avec cette base-là. Ce n'est pas le conflit de la bureaucratie et des travailleurs révolutionnaires, c'est celui de l'organisation des révolutionnaires et des retardataires, des traînards, des éléments les moins conscients des masses laborieuses. A la faveur de ce conflit et du danger, la bureaucratie se fortifie, sans doute. Mais les résistances saines — je veux dire celles qui ne sont pas fondées sur la démoralisation ou l'esprit de réaction — qu'elle rencontre, elle les concentre dans le parti et les autres groupes révolutionnaires. C'est au sein du parti bolchévik que se précise dès 1920 un conflit, non entre la base — *qui est déjà elle-même très arriérée* — mais entre les cadres de militants et la direction bureaucratique du Comité Central. En 1921 tout ce qui aspire au socialisme est dans le parti; ce qui demeure en dehors ne vaut guère pour la transformation sociale. Eloquence de la chronologie : ce sont les ouvriers sans parti de cette époque qui, entrant au nombre de 2.000.000 dans le parti en 1924, à la mort de Lénine y assurent la victoire de la bureaucratie. Je vous assure, Ciliga, que ces gens-là ne pensèrent jamais à la III[e] révolution. Beaucoup des insurgés de Cronstadt y pensèrent, eux; mais ils constituaient une indéniable élite et, trompés par leur propre passion, ouvraient malgré eux les portes d'une effroyable contre-révolution. La fermeté du parti bolchévik, si malade qu'il fût, retarda par contre Thermidor de cinq à dix ans.

Rappelons que plusieurs mouvements analogues se produisirent en même temps. Makhno tenait la campagne. La Sibérie rouge fermentait tout entière. Dans la région de Tambov, l'armée paysanne d'Antonov dépassait les 50.000 hommes, avec une excellente organisation. Dirigée par des socialistes-révolutionnaires de droite, elle réclamait, elle aussi, la fin du régime des répressions et de la « dictature des commissaires »; elle annonçait l'Assemblée Constituante. C'était la contre-révolution paysanne la plus nette. Toukhatchevski la réduisit avec peine au cours de l'été 1921. Pour essayer de concevoir quelles eussent été les conséquences d'une défaillance du parti bolchévik à l'époque de Cronstadt, il sied d'avoir présent à l'esprit le spectacle des vastes Russies affamées, où les transports et les industries succombaient, tandis que montait un peu partout, revêtant des formes variées, non la III[e] révolution, mais une Vendée rurale.

VICTOR SERGE.

(4) Kaganovitch, en 1921, n'existait guère. Staline demeurait au second plan. Je n'aime pas, sous la plume d'un écrivain aussi probe que Ciliga, ce rapprochement de noms appartenant à des phases différentes de l'histoire.

Les révolutionnaires espagnols et le problème de l'Etat

Les lecteurs de la R. P. pourront retrouver sous le même titre, dans notre numéro du 10 mai 1937, une explication de la participation à l'Etat, due à D. A. de Santillan, militant en vue de la F.A.I. et de la C.N.T. Voici quelques extraits parus dans Timon, revue doctrinale de la F.A.I., publiée par les éditeurs de « Tierra y Libertad »; ils sont signés par le même militant, mais après une expérience d'un an. La traduction et les citations sont faites par L. Nicolas.

Parlant des anarchistes espagnols, Santillan dit:

En holocauste à une unité faussement interprétée et faussement réalisée, nous avons sacrifié notre personnalité révolutionnaire et libertaire collective. Dans l'organisation, nous n'apparaissons pas tels que nous sommes pris individuellement dans la majorité des cas. Les lignes de différenciation se sont décolorées, sont devenues tellement confuses que nous ne savons pas où commence notre mouvement, notre acquis d'idées et où commencent les partis et organisations dont nous n'avons jamais partagé les objectifs finaux et les méthodes; nous ne pourrons jamais les partager d'ailleurs, car ceci équivaudrait à sceller notre propre annulation.

Nous avions compris le bon accord de toutes les forces qui se qualifient d'antifascistes (et de l'essence et de la variété desquelles nous ne voulons pas parler à présent) comme une coalition qui respecterait l'entière personnalité de chacun et qui ne se baserait pas sur la suppression de la personnalité politique, morale, intellectuelle et sociale de personne. Mais, depuis quelque temps, apportons-nous quelque chose de plus que notre nombre au conglomérat politico-social antifasciste ? Apportons-nous notre raison d'être ou venons-nous sans elle pour ajouter à des objectifs qui nous sont étrangers, ni prolétaires ni révolutionnaires, notre force numérique de premier ordre ?

Nous avons l'impression, qui peut être facilement contrôlée — si elle ne l'a pas déjà été à travers mille détails — qu'en tant que collectivité, nous avons perdu nos traits, que nous ne portons bien haut notre drapeau que dans des occasions solennelles (et même ceci devient douteux); dans la pratique quotidienne, chaque fois notre position laisse beaucoup à désirer. Dans ces conditions, pouvons-nous commémorer avec fierté une date (il s'agit de l'anniversaire du 19 juillet 1936. N. du Tr.) qui se caractérise avant tout comme une nette affirmation prolétarienne, anarchiste, révolutionnaire : si nous ne pensons plus, en tant qu'organisation, au prolétariat que pour amener celui-ci à grossir les rangs de l'armée ou pour qu'il paye les timbres syndicaux; si nous ne pensons à l'anarchie que comme à un vêtement pour jours de fête, n'engageant à rien; si nous ne pensons à la révolution que comme à un thème pour romans et discours ?

***

Inversement à ce qui s'est produit dans tous les mouvements sociaux et révolutionnaires de l'histoire, nous avons dû constater, en Espagne, un phénomène difficilement explicable. Ce ne sont pas les minorités d'avant-garde les mieux préparées, ayant le plus de prestige, à l'intelligence la plus éveillée qui se sont mises à la tête de la transformation économique et sociale; au contraire, elles furent l'obstacle, le frein de cette transformation.

Les grandes masses commencèrent, sans attendre d'ordres de personne, à donner des formes à ce qu'elles avaient à l'intérieur d'elles-mêmes; or, elles portaient en elles l'intuition et la passion d'un nouvel ordre de choses, d'un nouveau régime de rapports économiques et sociaux.

Malgré tous les défauts des créations spontanées, improvisées, le peuple espagnol marqua, depuis juillet 1936, la route à suivre. Quel que soit le développement de la guerre, ce qui a été fait par ce peuple ne pourra s'effacer de la mémoire et restera dans le souvenir des générations nouvelles comme un levier puissant d'action et comme un gouvernail solide.

Les minorités d'avant-garde, au cours des deux années agitées et malheureuses, depuis que dure la guerre contre le fascisme, donnent l'impression d'avoir redouté leur propre audace et d'être revenues avec plaisir aux vieilles positions que les grandes masses ont dépassées par leurs créations révolutionnaires. Qu'est ce : crainte de la liberté, peur de l'inconnu, ignorance, conformité avec les chemins battus même si ceux-ci sont les plus contre-révolutionnaires et antiprolétariens ? Que les historiens futurs éclaircissent ce mystère qui, en tout cas, peut avoir les explications suivantes:

1° Les minorités d'avant-garde n'étaient pas à la hauteur de leur mission et n'apportaient pas dans leur pensée et dans leurs passions ce qu'elles proclamaient dans leurs paroles;

2° Les grandes masses étaient mieux préparées pour la construction révolutionnaire que ceux que l'on croyait être leurs mentors et leurs guides.

En d'autres mots, c'est avec peine que l'on comprend la facilité avec laquelle ceux qui paraissaient marcher en tête, s'accommodèrent de ce qu'ils avaient combattu la veille comme s'il s'était agi de l'ennemi public n° 1.

Dans toutes les révolutions, les minorités avancées essayent d'aller le plus loin possible sur le terrain des réalisations, de la destruction de l'ancien régime, de la construction des nouvelles formes de vie. Dans la révolution espagnole, ces minorités ont rendu possible, non pas l'avancement social, mais le recul. Car un bon bout de chemin a été parcouru vers l'arrière depuis les premiers mois qui suivirent les journées de Juillet. Et on rebroussa ainsi chemin non pas sur l'initiative du peuple, mais des minorités révolutionnaires qui paraissaient les plus avancées. Ou bien ces minorités n'étaient révolutionnaires que pour l'extérieur, pour *la galerie* (en français dans le texte. N. du Tr.), ou bien le peuple était plus révolutionnaire que ces minorités !

L'histoire nous avait enseigné que dans le conglomérat social, il y a une grande masse inerte, sans volonté propre, qui se voit entraînée aussi bien à droite qu'à gauche, suivant que prédominent les forces minoritaires de progrès ou celles de réaction. Les événements espagnols nous obligent à rectifier cette vieille conception; il y avait en Espagne une grande masse qui voulait la révolution et des minorités qualifiées de dirigeantes, parmi lesquelles il y a aussi la nôtre, qui, non seulement n'ont pas stimulé, articulé, rendu possible la matérialisation de cet objectif, mais lui ont coupé les ailes par tous les moyens. Le

fait révolutionnaire espagnol n'a pas été la chose d'une organisation ou d'un parti; il a été quelque chose d'éminemment populaire, appartenant au grand nombre. Le recul a été la chose des minorités sociales dites progressives.

Combien le monde aura d'enseignements à tirer de notre tragique expérience ! Qui sait si nous nous en sortirons bien devant le jugement de l'histoire et ne serons-nous pas mis au niveau de ceux qui, après la grande guerre de 1914-1918, firent jouer leur prestige, leur ascendant sur les grandes masses pour que celles-ci supportent, résignées, le joug de leur esclavage et le poids de leur misère.

*
**

La méthode de la dictature, ses procédés, ses exigences sont identiques, aussi bien si les personnes qui la détiennent s'appellent fascistes ou se proclament communistes, républicaines ou anarchistes.

La dictature, c'est la restauration des tyrannies les plus bestiales, des absolutismes qui avaient dû reculer devant l'œuvre du progrès social et révolutionnaire. Elle se présente maintenant devant nous sous une parure nouvelle, fasciste ou communiste, mais le régime totalitaire qu'elle doit imposer et utiliser comme son instrument sine qua non ne peut que conduire aux mêmes buts quels que soient le manteau, la désignation, le drapeau.

Une dictature anarchiste serait aussi néfaste pour l'Espagne qu'une dictature fasciste ou communiste. En outre, en la pratiquant nous autres, nous nous transformerions en la négation de ce que nous sommes et de ce que nous représentons. Ce n'est pas une question d'hommes, mais de systèmes, de procédés. En tant que simples gouvernants nous ne valons ni plus ni moins que les autres; nous avons déjà vérifié que notre participation gouvernementale ne sert qu'à une chose : renforcer le gouvernementalisme. Elle ne soutient nullement les droits du travail contre les ennemis parasitaires de celui-ci dans les domaines économique et politique.

En tant que dictateurs, que tyrans, ni nous, ni d'autres nous ne serions pas faits d'une pâte distincte de tous les dictateurs et tyrans. D'autre part, pour faire le mal, l'iniquité, pour forger les chaînes de l'esclavage humain, notre concours volontaire n'y manque point. Tout ceci se fait depuis beaucoup de siècles, y compris par nous. Il suffit de notre passivité ou de notre tolérance quand nous sentons l'envie d'abandonner la route de la liberté et de la justice pour tous; épargnons-nous au moins la complicité active.

Nous avons déjà souligné la contradiction la plus saillante de notre révolution. Les minorités qui semblaient marcher à la tête furent les freins les plus forts de l'action constructive et révolutionnaire du peuple. Et ce sont ces minorités, moins audacieuses que les grandes masses, qui seraient appelées à incarner la dictature *anarchiste?*

Il ne faut pas admettre que même en chuchotant il soit question entre camarades des absurdes lamentations pour ne pas avoir imposé quand cela aurait été si facile, *notre dictature*. Cet état d'esprit de « marcher à fond » est une manifestation camouflée de velléité dictatoriale que le bon sens du mouvement libertaire a très bien fait de contrecarrer.

Puisque nous n'avons pu affirmer la révolution commencée par le peuple travailleur, qu'au moins on ne puisse nous accuser d'être les ensevelisseurs de cette révolution ou de complices de l'étouffement, de l'écrasement du mouvement révolutionnaire. Et notre dictature aurait étouffé et enterré la révolution comme toute autre dictature.

La tête partout, le centre nulle part! Nous avons répété cela des milliers de fois. Nous continuons à le répéter et cela à notre point de vue, à celui de l'organisation, comme au point de vue politique et national.

Certes, nous avons commis des erreurs, nous avons eu des déficiences; mais le rejet de la dictature en elle-même n'a été ni une erreur ni une déficience puisque notre signification sociale consiste précisément à être les opposants systématiques à toute dictature, parce que celle-ci est toujours antirévolutionnaire et antihumaine.

*
**

Mais on ne peut servir deux maîtres à la fois. Si nous sommes avec le peuple, nous ne pouvons être avec l'Etat, qui est son ennemi, et à présent nous sommes avec l'Etat, ce qui équivaut à être contre le peuple. Pour la première fois dans l'histoire, au nom de l'anarchie, nous nous attachons plus aux intérêts du gouvernementalisme qu'à ceux du peuple. Et le peuple qui a un instinct sain, qui a l'intuition de la vérité, commence à voir clair, à se sentir découragé et sans espoir, lorsqu'il nous voit, nous, qui avions toujours offert notre vie pour défendre sa cause, l'oublier pour un plat de lentilles ministérielles.

Chers camarades, presque tous, vous avez dû vous sentir traversés par quelques exclamations populaires spontanées dont vous ne pouvez mettre en doute la véracité : « Quand ils arrivent en haut, ils sont tous pareils ! »

Nous sommes pareils à ceux qui nous ont précédés dans l'occupation des hautes fonctions publiques de gouvernement. Le peuple nous le jette à la face. Et le peuple a raison. Pour conserver ces postes, desquels on ne peut semer que des décrets, des impôts nouveaux, des obligations nouvelles, des charges nouvelles, nous devons nous opposer aux revendications populaires. Et si demain le peuple, fatigué de souffrir, descendait dans la rue comme il est descendu tant de fois quand nous étions à côté de lui, au milieu de lui, nous devrions être ses massacreurs. Et, pour ne pas nous trouver devant cette perspective magnifique, il faut que nous mettions en jeu tous les ressorts de l'organisation pour que tout se supporte en silence, en humiliation : l'injustice, la faim, l'outrage.

Jusqu'à quand, camarades? Le sacrifice que nous faisons de notre personnalité révolutionnaire peut-il avoir un autre résultat que celui de tuer dans le peuple, avec une raison plus que suffisante, la confiance qu'il avait mise en nous ? Au gouvernement, nous sommes tous pareils ! Et nous ne pouvons servir deux maîtres à la fois. De là notre insistance à demander une décision. Avec le peuple ou avec l'Etat ! Nous sommes arrivés à conclure qu'en nous mettant aux côtés de l'Etat, par conséquent contre le peuple, nous commettons une trahison irréparable envers la révolution, cela se comprend; mais nous trahissons aussi la guerre car nous la privons de l'apport actif du peuple, unique force invincible si on sait la mettre en jeu avec toutes ses ressources infinies.

Pour l'avenir de la révolution et pour les destins de la guerre, camarades, il peut être encore temps; avec le peuple toujours.

D. A. de SANTILLAN.

Pendant et après l'orage

(Notes d'un rural)

J'ai vécu à Blacé-en-Beaujolais tout le temps qu'a duré la crise tchécoslovaque. Je prends pension dans un restaurant fréquenté par tous les gens du pays. Voici quelles réactions j'ai observées autour de moi.

Auparavant une parenthèse. Personnellement, je n'ai pas cru à la guerre. En premier lieu parce que notre état-major savait que l'armée française ne pouvait briser la ligne Siegfried; de plus il ne faisait aucun fond sur l'armée russe en pleine décomposition. En second lieu parce que notre capitalisme, dans l'impasse économique, a d'abord besoin d'une victoire intérieure. Enfin j'ai été certain que la guerre n'aurait pas lieu quand j'ai trouvé dans les journaux des témoignages « spontanés » du loyalisme des indigènes de l'Afrique du Nord. Je savais qu'il fallait comprendre exactement le contraire. De fait de nouvelles condamnations viennent d'être infligées à des destouriens pour leur attitude pendant la crise.

On voit par les précisions ci-dessus que j'étais de sang-froid pour observer mes concitoyens.

A Blacé, les gens de droite lisent *le Nouvelliste*, journal-prêtre qui joint à l'hypocrisie bourgeoise la fourberie cléricale. Dans les débuts, une sourde allégresse se devine chez les conservateurs blacéens. Bien sûr, disent-ils, que si la guerre éclatait ce serait un grand malheur. Mais... Mais il faut bien se défendre, — n'est-ce pas ? — contre cet Hitler qui a déjà conquis l'Autriche. Allons ! plus de politique, — plus de politique des autres, naturellement, — l'heure de l'union sacrée a sonné !

Les jours passent. *Le Nouvelliste* vire de bord avec prudence. Il découvre l'Evangile et que des chrétiens ne peuvent vouloir que la paix. Les réactionnaires sont décontenancés par la volte-face de leur journal. Ils disent comme lui, car leurs têtes sont creuses. Mais ces haineux ont la mort dans l'âme. Ils crèvent de rage à voir la France bâtarde tomber au rang de nation de troisième ordre. Ils ont des mines lugubres le jour où tout s'arrange.

Le Progrès, organe des radicaux, est légèrement plus à gauche que *Le Temps*. Très bien fait, adroitement piloté, il sape en douce le Front populaire. Il oriente son public vers la paix dès la première heure. Aussi les radicaux blacéens critiquent-ils avec véhémence les communistes.

Le Lyon, champion du Front populaire, est nettement stalinien, en dépit de son impartialité de façade. Il est, en son genre, aussi canaille que *Le Nouvelliste*. Aussi n'a-t-il plus à Blacé que 4 ou 5 lecteurs. Un certain Jacquet n'est pas étranger à cette chute.

Au cours de la crise, il m'arrive de discuter avec des Blacéens d'extrême-gauche. Excellente attitude des pivertistes de l'ex-groupe socialiste. Par contre, blumistes et staliniens se prononcent pour l'intervention. Mais on les démonte facilement.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les anciens combattants n'apportent aucune contribution à la paix. Il y a, chez presque tous, une profonde irritation contre le Boche, qui s'est si promptement relevé de sa défaite. Ils éprouvent une sorte d'affront personnel.

Au surplus, aucun élan comme en 1914. Le pays est si pauvre en jeunes hommes qu'on sent, malgré soi, que la guerre ruinerait le vignoble. Un sentiment d'impuissance accable tous ceux qui réfléchissent. On devine que la nation est finie.

A.-V. JACQUET.

PARMI NOS LETTRES

Un encouragement qui nous est précieux

Nous recevons du vaillant Messali Hadj, l'animateur du mouvement ouvrier chez les travailleurs nord-africains qui a été condamné, comme l'on sait, l'an dernier, à deux ans de prison, en vertu de l'ignoble et illégal décret Régnier appliqué pour la première fois sous un gouvernement de Front populaire, et qui, après plus d'un an passé au droit commun — nouvelle illégalité — vient d'être admis au régime politique, la lettre qu'on va lire et qui nous est un précieux encouragement pour la lutte que nous menons en faveur des victimes de l'impérialisme français :

Je suis avec quelques-uns de mes amis en prison depuis 13 mois; nous venons à peine de commencer à jouir du régime politique, après tant de souffrances de toutes sortes. Mes amis et moi, nous avons lu avec joie l'article de Finidori sur la Tunisie; vraiment seule la R.P. a été capable de produire une telle étude sans partialité. Personnellement, j'ai lu en 1930 dans la R.P. une étude très intéressante sur l'Algérie faite par Louzon à l'occasion du centenaire de l'occupation de l'Algérie. Je fais un appel pressant aux Nord-Africains pour s'intéresser à la R.P.

De ma prison, je ferai tout mon possible pour venir en aide par ce moyen à la R.P. et pour donner le goût à mes compatriotes de la lecture de la littérature de la classe ouvrière française, car je dois vous dire que mes compatriotes sont très mécontents de la trahison stalinienne, et de celle du Front populaire. Pour éviter le divorce entre la vraie classe ouvrière et le peuple algérien, il faut se mettre au travail.

Le bourrage de crânes anti-allemand

Les récents événements donnent un intérêt particulier à ce que nous écrit le camarade Celin Dantreux sur son expérience des Z.A.B., comparée avec ce qu'en dit le livre récent d'un historiographe artificiel :

J'ai sous la main un livre que je ne sais comment qualifier. Cela s'appelle : Les Allemands dans nos maisons *et décrit les horreurs de l'invasion (Flammarion éditeur, 1937). Auteur : Antoine Redier. Ce manieur de plume est l'apologiste, couronné par l'Académie, de Hélène Boucher et L. Bettignies. Le livre est fait pour démontrer que la bête de l'Apocalypse est un ange de douceur à comparer de messieurs les Allemands — car il est poli, le Redier. Si un jour il y a la guerre de nouveau et que Hitler triomphant nous dise, ce livre de Redier à la main : « Ayant eu l'honneur de se voir imputer ces atrocités l'Allemagne va s'offrir le plaisir de les exécuter » — ... qu'aurions-nous à répondre?*

Je prends dans ce bouquin la partie qui me concerne : Je vous l'ai dit je suis Lillois et j'ai subi la domination allemande. Mais je ne savais pas que j'étais un « être magnifique, sorte de demi-dieu ou, en langage chrétien, de martyr » *pour* « avoir fait ma guerre dans les Z.A.B. »

Les pages 262 à 273 sont consacrées à dépeindre les Zivil Arbeiter Bataillon (1) *formations non de travailleurs mais* « de rebelles qui acceptèrent d'attendre des mois, les bras croisés sous les coups exaspérés de garde chiourmes écumant de rage que la victoire les delivrât. »

Ben mon colon! dirai-je, car le capitaine Redier a si soigneusement combiné ses petites histoires de propagande qu'il doit être au moins colon à présent.

(1) Bataillon de travailleurs civils.

Redier qui reproche constamment aux Allemands leurs mensonges est plus habile certes, il se contente de déformer.

Au Z.A.B. 24, *dit-il, on se lavait dans le café du matin qu'on buvait ensuite : il fallait bien. J'étais au Z.A.B.* 6 *c'est donc pour cela que c'était* 4 *fois moins grave : Quand le cuisinier boche avait fait le café du matin il nous appelait à la distribution. Ceux qui n'aimaient pas l'eau froide guettaient le rabiot pour se laver, en effet. Quand il n'y en avait pas ils se passaient de lavage, sans souffrir le martyre pour autant.*

Description du « *supplice de l'exposition* » :

« On les conduit bien gardés devant des wagons pleins d'outils qu'ils refusent de prendre et les soldats *rageurs* (?!) jettent *sur eux* une *grêle* de pics, de pelles et de pioches. Voyant qu'ils ne cèdent pas, on les place sur deux rangs espacés en tous sens l'un de l'autre *afin de mieux les exposer au vent et à la pluie qui versait à torrents...* On les conduit devant le talus, on les met en joue comme si on allait les fusiller. L'un des pauvres bougres eut si peur qu'il en perdit l'esprit. »

Ce doit être celui-là qui a raconté l'histoire — qui est exacte (sauf éléments mis par moi en caractères italiques). Certes j'aimerais mieux aller vivre en rentier sur la côte d'Azur que de retourner dans un Z.A.B. Mais quoi... c'était la guerre pour eux comme pour nous. Pourtant, quand il pleuvait, on n'allait pas au chantier.

A un moment, je me suis évadé. Repris par la Militär Polizei, je fus condamné à 15 *jours de cellule que je fis dans la citadelle de Lille. Vacances. Jamais je n'ai reçu un coup.*

Comme dit Redier p. 243 : « C'étaient des créatures sans défense qui n'ont pas demandé qu'on fit du tapage autour de leur cas après la guerre ». *Mais il y avait aussi* « ceux qui voudraient bien qu'on les décorât aujourd'hui quand ils seraient si sages de se faire oublier ».

J'abrège l'immense quantité de choses que j'aurais à dire sur ce livre ignoble. Il m'a tout de même permis d'imaginer que si, un jour, avec les autres syndicalistes révolutionnaires nous fautions un coup de pied au cul à Blum, assez fort pour l'envoyer sans bagages jusqu'en Amérique, l'animal serait bien capable d'aller braire dans le gilet de son ami Roosevelt que les révolutionnaires le persécutent...

J'ai analysé mes émotions lors du simulacre d'exécution dont nous avons été l'objet. Redier dit qu'un garçon des Z.A.B. en est devenu fou. Possible. Ce devait être le plus crédule de la bande. J'en étais sans doute le plus incrédule.

Faites attention qu'après le simulacre nous avons travaillé. Non parce que notre volonté avait diminué et même « *les boches ayant reculé* » *nous pouvions augmenter de hardiesse. Mais parce qu'un élément important de notre jugement collectif à leur endroit s'était modifié :* « *Ils n'étaient pas, après tout, si brutes que cela* ».

Après le simulacre un individu sera définitivement intraitable. Une collectivité composera.

Les « *lourds* » *Allemands avaient dû comprendre cette subtilité, d'où la systématisation du simulacre.*

Les spirituels Français étaient conformistes comme toujours. D'une compagnie à l'autre des Z.A.B. on s'interrogeait : Vous travaillez? Vous avez été aussi « *pour* » *être fusillés ? — Et on savait que ceux qui ne travaillaient pas n'avaient pas encore été* « *pour être fusillés* ». *C'était comme un rite, une cérémonie du drame de l'occupation. Le baptême en quelque sorte qui nous lavait du péché envers la mère-patrie française d'obéir à la mère-patrie voisine. — Nous pensions bien que si maman Marianne venait à nous reprocher d'avoir fait les commissions de cette grosse sale Germania nous nous justifierions en excipant des taloches qu'elle nous avait données.*

C'est dans les Z.A.B. allemands de 1916-17-18 *que moi, bourgeois français, élève-ingénieur, patriote, je suis devenu prolétarien, ouvriériste et internationaliste. Jamais je n'oublierai ma fraternité avec les prolétaires allemands soldats du génie chargés de nous garder et de nous mettre en chantier et qui mettaient bien souvent la main à la pâte pour nous aider, nous soulager. Je les ai quittés en* 1918 *en Belgique, en pleine révolution allemande. Notre dernier travail ensemble fut d'arracher dans les rues de Bruxelles les galons des officiers qui avaient le malheur de nous tomber sous la main.* « Revolutione Allgemeine, Kamarade Franzose, es nicht? » (2) *disaient-ils. Et les Z.A.B.* « *gefangene zivilien* » (3) *que nous étions promettaient :* « *Ja, wohl* » (4)...

Mais ce fut... la paix pourrie et Versailles, avec l'immense complicité des prolétaires français « *victorieux* ».

(2) « La révolution ensemble, n'est-ce pas, camarade français ? »
(3) Prisonniers civils.
(4) « Oui, certainement. »

ENTRE NOUS

Suggestions et encouragements

Mlle ISNARD (Nice) :

« Il faut que la *R.P.* vive, car elle est indispensable actuellement. Là seulement on peut trouver une documentation sincère et qu'on ne trouve pas ailleurs. »

GARDIEN (Hendaye) :

« Très inquiété par votre cri d'alarme, je me suis empressé de souscrire un nouvel abonnement de six mois et d'ajouter cent sous pour votre souscription.

Il ne faut pas augmenter, si possible, le prix de l'abonnement. Il faut augmenter le nombre des abonnés mais ceci est plus difficile. Les tendances exprimées à la *R.P.* et qui sans elle ne trouveraient pas le moyen d'expression sont celles de tous les syndicalistes conscients et honnêtes. Malheureusement beaucoup de militants syndicalistes — car c'est à eux qu'il faut s'adresser — même parmi ceux qui approuvent vos idées n'osent pas carrément les adopter parce que des cas de conscience trop pénibles se posent devant eux. Tous reconnaissent la faillite des partis politiques et voient dans le syndicalisme le moyen unique de faire la révolution. Mais un très grand nombre éprouvent un sentiment de lassitude en pensant à leur passé de militant, au travail qu'ils ont fourni pour aboutir à la trahison des chefs qui détournent les masses de la voie révolutionnaire dans laquelle elles s'engageaient. Ils pensent avec amertume aux nouvelles luttes qu'il faudrait mener pour jeter les chefs par-dessus bord et ramener les masses dans le droit chemin; ce travail fait, ils craignent les nouvelles trahisons.

Personnellement j'ai foi en la révolution qui se fera par la vérité, par le débourrage de crânes auquel vous apportez le courage nécessaire. »

M. D., (Loire) (avec sa souscription) :

« Mes meilleurs vœux d'expansion. Il y a tout besoin de débourrer les crânes ! »

Mme PUJOLLE (Gironde) :

« Supplément à ma souscription. Courage ».

KERSULEC (Finistère) :

« Avec vous de tout cœur. Munitions pour la paix ! »

DEHAY (Pas-de-Calais) :

« 100 frs pour sauver la *R.P.* A bas toutes les guerres ! »

ESTEVE (Ardennes) :

« Il ne faut pas que la *R.P.* meure; il importe de sauver l'honneur. Comptez-moi parmi ceux qui compléteront leur abonnement à 50 ou 100 frs suivant leurs possibilités. »

Le gérant : M. Chambelland. Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)